

***l'Anti*capitaliste**

n°564 | 15 avril 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



GÉNOCIDE DES TUTSIS AU RWANDA:

LE DÉNI D'ÉTAT CONTINUE

Dossier

**GÉNOCIDE RWANDAIS:
LA FRANCE TOUJOURS
DANS LE DÉNI** Pages 6 et 7

ÉDITO

**Profanation islamophobe:
des criminels, des
responsables** Page 2

PREMIER PLAN

**Sur fond de désastre sanitaire et
social, le gouvernement promet
toujours plus d'austérité** Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**Brésil. Crise sanitaire et politico-militaire:
l'ombre d'un nouveau coup d'État?** Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Stela (OP, gauche radicale)
au sujet de la candidature d'un mineur,
Elton Debreshi, aux élections
parlementaires en Albanie** Page 12



Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Profanation islamophobe: des criminels, des responsables

Dimanche 11 avril, les murs du centre culturel et culturel Avicenne, dans le quartier de Villejean à Rennes, ont été tagués de messages ouvertement islamophobes et racistes: « Non à l'islamisation », « Les croisades reprendront », « Charles Martel sauve-nous »... Ces attaques, qui proviennent cette fois de l'extrême droite catholique et ultra-réactionnaire, sont alimentées par le climat nauséabond et délétère qui sévit en France depuis plusieurs années. En ce sens, la venue express de Gérald Darmanin et ses atermoiements de façade sont d'une indécence crasse. Macron et Darmanin, loin de s'opposer au racisme antimusulman, le reprennent à leur compte. On se souvient ainsi, par exemple, des déclarations du ministre de l'Intérieur concernant les rayons halal dans les supermarchés: « C'est comme ça que ça commence le communautarisme. » Le « communautarisme » étant, selon Darmanin, l'antichambre du terrorisme jihadiste... Et l'on n'a pas oublié non plus la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France, Pire encore: la loi « séparatisme », qui provoque une surenchère délirante de la droite LR (interdiction du port du voile dans l'espace public pour les mineures, interdiction du port du voile pour les accompagnatrices de sorties scolaires, mais aussi interdiction des drapeaux étrangers lors des mariages...) va renforcer encore un peu plus la stigmatisation et les discriminations contre les musulmanEs. Le cours suivi par le gouvernement, qui a choisi de s'enfermer dans un tête-à-tête mortifère avec le Rassemblement national, établit un climat dangereux, dans lequel certains groupes d'extrême droite se pensent autorisés à agir en toute impunité, à l'image de l'Action française pénétrant dans le conseil régional d'Occitanie pour dénoncer les « islamo-gauchistes ». Il s'agit de s'opposer avec force à ce basculement dans une islamophobie d'État et à toutes ses conséquences catastrophiques pour les musulmanEs et, plus largement, pour l'ensemble de notre camp social. Le NPA, à Rennes comme partout en France, participera à la construction d'un front le plus large possible contre le racisme d'État, contre l'extrême droite et plus largement pour les libertés.

BIEN DIT

Les mobilisations antiracistes ont redéfini le racisme en partant de l'expérience des personnes racisées, c'est-à-dire de celles qui le subissent, plutôt que du point de vue de celles qui en sont accusées. [...] En réaction, une contre-offensive a été lancée dont la rhétorique inverse le sens du racisme.

Au lieu d'accepter que le racisme structurel engage notre responsabilité collective, elle pose que les véritables racistes seraient les personnes racisées.

ÉRIC FASSIN, nouvelobs.com, 9 avril 2021.

À la Une

Sur fond de désastre sanitaire et social, le gouvernement promet toujours plus d'austérité

Alors que la barre des 100 000 morts du Covid va être franchie, que les hôpitaux sont saturés et que la campagne vaccinale est loin d'être à la hauteur de l'épidémie, la Macronie dévoile peu à peu ses nouveaux projets antisociaux. La crise sociale est profonde, les mécanismes de solidarité sont très largement insuffisants, mais le pouvoir nous promet toujours plus d'austérité.

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire est formel: la dette publique, qui s'est considérablement accrue avec les « plans de soutien » du gouvernement, ne sera « certainement pas » remboursée par l'impôt. Au programme: compression des dépenses publiques et « réformes structurelles », avec notamment le retour programmé du plan de destruction du système de retraites, mais aussi la volonté maintenue de faire passer en force la contre-réforme de l'assurance chômage.

Destruction sociale programmée

Le calendrier est particulièrement éclairant quant à la nature de classe de ce gouvernement. Ainsi, alors que les destructions d'emplois se comptent en centaines de milliers et que le nombre de chômeurEs est reparti durablement à la hausse, le pouvoir entend imposer une réforme de l'assurance chômage qui va avoir pour conséquence une baisse des allocations et une réduction du nombre de leurs bénéficiaires. Selon la dernière étude d'impact de l'Unédic, ce sont ainsi, dès la première année, 1,15 million de personnes qui verraient leurs allocations réduites en raison du nouveau mode de calcul du SJR (salaire journalier de référence), avec une baisse moyenne de 17% mais pouvant aller jusqu'à 40% dans certains cas. Et ce sont celles et ceux que l'on surnomme « intermittentEs de l'emploi », alternant activité réduite et périodes chômées, qui paieront le prix le plus élevé. Les personnels de la culture, mobilisés depuis plus d'un mois, ne s'y sont pas trompés, en faisant du retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage leur principale revendication. Face aux critiques, le pouvoir essaie de jouer la montre et de faire diversion, en tentant de discréditer l'Unédic ou en promettant de « lutter contre la précarité organisée »

DÎNERS CLANDESTINS CHEZ LES BOURGEOIS



au moyen d'un bonus-malus sur les contrats courts, qui entrerait en vigueur à... l'automne 2022. Un rideau de fumée qui dissimule mal le désastre social que représente cette réforme, qui va fragiliser encore un peu plus les plus fragiles, accroître les inégalités et décourager les personnes cherchant un emploi, le tout au nom du crédo néolibéral selon lequel les chômeurEs seraient responsables de leur situation et qu'il faudrait les « inciter » par tous les moyens à accepter n'importe quel emploi sous-payé.

Face à l'hyper-austérité, retrouver le chemin des mobilisations

Le 9 avril, le quotidien économique *les Échos* révélait le contenu du « programme de stabilité » élaboré par le ministère de l'Économie, quelques jours avant qu'il soit envoyé à la Commission européenne. Un « programme » qui confirme que la volonté de maintenir la réforme de l'assurance chômage n'est pas un accident de parcours, mais s'inscrit pleinement

dans les projets du gouvernement pour un hypothétique deuxième mandat d'Emmanuel Macron. Ainsi, alors que le déficit budgétaire s'est élevé à 9,2% du PIB en 2020 et devrait être du même ordre en 2021, le gouvernement prévoit un retour aux 3% en 2027. Un « tour de vis » majeur, qui va impliquer une hyper-austérité dans la mesure où le gouvernement refuse d'envisager toute augmentation des recettes – et donc des impôts – alors que l'argent existe pourtant, comme le montre l'augmentation du nombre de milliardaires en France (de 39 à 42 entre 2020 et 2021) et les bénéfices du CAC 40 (36 milliards d'euros en 2020 malgré la crise).

Comme le résume Romaric Godin de *Mediapart*: « Dans ce contexte, une réforme des retraites visant à réduire rapidement les dépenses semble inévitable, ainsi que la poursuite de l'austérité salariale pour les fonctionnaires, la réduction du nombre des agents et les économies dans le système de santé. »¹ En d'autres termes, la poursuite et l'amplification de la guerre sociale,

menée par un gouvernement dont la catastrophique gestion de la crise sanitaire donne une idée du peu d'importance qu'il accorde à nos vies lorsqu'il s'agit de faire tourner la machine capitaliste. Face à un tel projet, nous n'avons pas d'autre solution que de reprendre le chemin des mobilisations, dans un contexte sanitaire certes pesant mais qui ne saurait être un obstacle insurmontable à la construction d'une opposition de rue au gouvernement et à ses plans. Les personnels de la culture, les salariéEs de l'Éducation nationale, les boîtes en lutte contre les licenciements, nous montrent qu'il est possible de dépasser la résignation et de porter le fer contre le pouvoir et le patronat. Et ce n'est pas parce que certains se lancent déjà dans la compétition présidentielle que nous attendrons 2022 pour nous faire entendre et construire le touTES ensemble nécessaire pour stopper Macron.

Julien Salingue

¹ – Romaric Godin, « Pour son second mandat, Macron promet l'austérité », *Mediapart*, 9 avril 2021.

EUTHANASIE

Le droit de choisir sa mort, l'ultime liberté

Entre pouvoir médical, morale judéo-chrétienne et austérité à l'hôpital, il est décidément bien difficile de faire avancer le droit de mourir dans la dignité en France. Soulager les douleurs de fin de vie, peut-être, mais pour ce qui est d'accorder aux individus le droit de choisir leur mort, et leur en fournir les moyens, le chemin semble encore long du côté de l'Assemblée nationale.

Chaque année en France, il y a autour de 7 000 à 8 000 euthanasies, qui se font dans le silence, laissant seuls face à leurs décisions médecins et équipes soignantes. Pourtant la population est massivement favorable à l'euthanasie. Dans un sondage Ifop réalisé pour

l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, 96% des personnes interrogées sont favorables à ce que « la loi française autorise les médecins à mettre fin, sans souffrance, à la vie des personnes atteintes de maladies insupportables et incurables, si elles le demandent ». Mais l'Assemblée vient encore de rater une occasion

de rattraper le retard français en matière de droit à mourir dans la dignité.

Obstruction parlementaire

Cinq ans après la loi Claeys-Leonetti, qui ouvrait enfin la porte à la sédation profonde et continue, pouvant aller jusqu'à la mort, mais qui

refusait toujours l'euthanasie active, le débat est rouvert à l'Assemblée par une proposition de loi présentée par Olivier Falorni, du groupe Libertés et Territoire. Mais aussitôt refermée en raison de l'obstruction des milliers d'amendements déposés par cinq députés LR, au grand soulagement hypocrite du gouvernement, qui ne voulait pas de ce débat, comme l'a reconnu Olivier Véran. Le projet de loi ouvrait enfin la possibilité d'une « assistance médicalisée active à mourir » pour « toute personne capable et majeure », « en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable [...] provoquant une souffrance physique ou psychique qui ne peut être apaisée ou qu'elle juge insupportable ». Une position partagée à l'Assemblée, par delà les courants politiques, puisque l'amendement qui reprenait ces éléments a été largement adopté, 240 pour et

Un monde à changer

TURQUIE ET UE: MEILLEURS ENNEMIS ET PIRES ALLIÉS? Rien ne va plus entre la Turquie et l'UE. Dernier scandale en date, l'absence de siège réservé à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen forcée de s'asseoir en retrait sur un canapé lors d'une rencontre officielle. Illustre sentinelle de la cause des femmes issues de l'élite, la Commission européenne qui vantait initialement « un agenda Turquie-UE plus positif » dénonce un scandale : lors de la rencontre Charles Michel, président du Conseil européen, a pu, lui, bénéficier d'une chaise et côtoyer de près celui qui se prendrait pour un souverain ottoman. La Turquie dénonce des « accusations injustes ». Différents protagonistes ont poussé des cris de moineaux, d'autant qu'Erdogan vient de retirer la Turquie de la Convention d'Istanbul censée protéger juridiquement les femmes contre les violences. Tout en se gardant de bien de prendre la défense des féministes de Turquie et des opposantEs pourchassés par Erdogan, le Conseil de l'Europe parle de « nouvelle dévastatrice ».

De l'autre côté, l'Union européenne, qui donne des milliards d'euros à la Turquie pour financer la retenue de millions de réfugiés sur son sol, accuse Erdogan de ne plus reprendre les migrantEs ayant réussi à atteindre les îles grecques. Il y a quelques semaines Macron affirmait sa crainte : « Si vous dites du jour au lendemain : nous ne pouvons plus travailler avec vous [les dirigeants turcs], plus de discussions, ils ouvrent les portes et vous avez 3 millions de réfugiés syriens qui arrivent en Europe ». 3 millions de réfugiés, l'équivalent de 0,4% de la population du continent européen qui font d'Erdogan la police aux frontières de l'Europe-forteresse. Mais bien au-delà, face à l'effondrement de l'économie turque, il y a du business à faire pour les européens. Face aux actions d'Erdogan, les populations de Turquie ne peuvent malheureusement rien attendre des dirigeants européens pas plus que celles de Syrie, Transcaucasie et Libye où Turquie et grandes puissances se concurrencent et s'affrontent sur le dos des peuples.

ÉGALITÉ DES DROITS

Une marche lesbienne pour gagner sur la PMA

Rendez-vous le 25 avril à Paris pour conquérir de nouveaux droits.

Il y a quelques semaines le Sénat votait contre l'article 2 de la loi bioéthique, dit « de la PMA pour toutes », loi déjà très inégalitaire, en créant une filiation particulière et coûteuse pour les couples de lesbiennes et en refusant l'accès à la PMA aux personnes trans.

Résister à l'offensive réactionnaire

Cet épisode n'est que la suite du long feuilleton ayant cours depuis 2012 et refusant que nous puissions construire d'autres types de familles que celui du modèle hétérosexuel. Les gouvernements se suivent, leurs promesses aussi et cela fait maintenant neuf ans que nous réclamons une PMA pour touTEs.

Depuis 2012, nous avons assisté à une montée de l'offensive réactionnaire, ce qui a ouvert les portes à l'extrême droite qui est aujourd'hui annoncée première dans les sondages pour l'élection présidentielle de 2022, et qui se lâche en attaquant les militantEs LGBTI et antifascistes comme cela s'est passé, récemment, à Lyon à la librairie La Plume noire. Le climat nauséabond dans lequel nous nous trouvons, à l'image de l'amendement voté au Sénat il y a une semaine permettant de dissoudre les organisations qui



NPA

pratiquent une non-mixité entre personnes racisées, se nourrit de nos défaites et de celles du mouvement ouvrier. Il est plus que temps de relever la tête.

Lutter pour nos droits

Les lesbiennes vivent une oppression quotidienne : les agressions lesbophobes sont toujours monnaie courante qu'elles se produisent dans la rue, au travail ou dans la sphère familiale. D'ailleurs les lesbiennes dans le monde du travail subissent deux fois plus le harcèlement au travail que les femmes hétérosexuelles (sondage Ifop 2018), elles vivent également une fétichisation de leur sexualité mais aussi une inégalité en termes de droit (PMA, filiation...).

Mais pour nous au-delà de l'oppression les identités et sexualités lesbiennes sont aussi politiques. Effectivement, face à l'hétérosexualité injonctive de la société, les lesbiennes construisent des relations amoureuses et sexuelles en dehors du rapport de domination hommes femmes. Être lesbienne, c'est aussi chercher à construire d'autres types de familles, en dehors de celle, aliénante, que veut nous imposer le modèle hétérosexuel. Et parce qu'elles remettent en cause le fonctionnement même de ce modèle hétérosexuel, on cherche à leur mettre des bâtons dans les roues. Nous ne gagnerons nos droits qu'en faisant plier les réactionnaires par nos luttes !

Le NPA appelle donc à se joindre à l'appel de la Marche lesbienne, qui aura lieu le 25 avril à 14 heures à Paris, dans lequel nous formerons un cortège animé et construit par notre commission.

Commission LGBTI

Extraits de l'appel à la Marche :

« Dans un contexte de débats autour du projet de loi bioéthique, nous vous appelons à marcher à nos côtés contre la lesbophobie et la transphobie d'État, la veille de la journée de visibilité lesbienne. Nous marcherons ensemble dans l'inspiration des Dyke March, pour défendre nos droits, nos vies, nos familles.

François Hollande s'y était engagé en 2012 et depuis, les gouvernements successifs nous promettent d'ouvrir la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

Le texte de loi bioéthique, débattu à l'Assemblée et au Sénat depuis plus d'un an et demi, laissait entrevoir un espoir. Toutefois, sous la pression de lobbies réactionnaires tels que La Manif pour tous, les députés ont voté une loi au rabais, tout en crachant au visage des lesbiennes. La parole des lesbiennes est totalement absente dans ce débat sur l'ouverture de la PMA. Nous, lesbiennes, féministes, refusons de voir nos droits bafoués et nos voix réduites au silence. »

Le chiffre

Entre 110 euros et 580 euros

C'est le prix des repas servis dans le « restaurant clandestin » du chef Michel Leroy, où sont allés déjeuner – entre autres – Brice Hortefeux et le journaliste Alain Duhamel. Pour mémoire, le montant (brut) du RSA pour une personne seule est de 565 euros.



Agenda

Vendredi 16 avril, Vendredi de la colère.

Vendredi 16 avril, rassemblement pour l'hôpital public, Paris. À 9h devant le siège de l'AP-HP, 3 avenue Victoria, Paris 4^e.

Vendredi 23 avril, manifestations pour le retrait de la réforme de l'assurance chômage, pour l'emploi et contre la précarité. À Paris, à 14h, place d'Italie.

Samedi 1^{er} mai, journée internationale des travailleurEs. À Paris, manifestation à 14h à République.

Samedi 29 mai, manifestation pour célébrer la Commune de Paris, Paris. À 14h, à République en direction du Père-Lachaise. À partir de 10h, sur la place de la République, animations, spectacles, prises de parole, pique-nique.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

Je considère aujourd'hui que toute une partie de la gauche est un danger pour la république.

JORDAN BARDELLA (Rassemblement national), BFM-TV, 11 avril 2021.

seulement 48 contre. Mais le débat a dû s'arrêter à minuit, comme il est de règle pour les niches parlementaires. Le texte n'a donc pas pu être adopté, et il ne sera pas représenté par le gouvernement. Un gouvernement qui préfère botter en touche, en promettant une augmentation du budget des soins palliatifs, et en annonçant enfin l'autorisation en médecine de ville du midazolam, un puissant sédatif autorisé depuis la loi Claeys-Leonetti de 2016 pour la sédation profonde.

Soulager la souffrance ne suffit pas toujours

Les soins palliatifs sont les parents pauvres de la médecine, victimes de la faiblesse de la formation médicale sur le sujet, de la faiblesse du travail d'équipe en médecine de ville. Victimes aussi du Covid-19, qui a vu beaucoup de patientEs âgés mourir

seuls et sans réel accompagnement. Mais surtout victimes de l'austérité, organisée par les gouvernements, dont celui de Macron-Véran ! 26 départements ne possèdent pas d'unité de soins palliatifs et seulement 30% de la population y a accès ! Même l'Inspection générale des affaires sociales est obligée de reconnaître que « le déficit en personnels spécialisés en soins palliatifs persiste voire s'aggrave ». Alors promettre, pour demain, une augmentation des budgets ne serait pas du luxe. Mais si l'amélioration de la prise en charge en soins palliatifs, pour prévenir et soulager les souffrances psychiques et physiques des personnes en fin de vie, est indispensable pour les personnes, les familles, et les équipes soignantes épuisées, cela ne répond pas à l'ensemble des questions. Soulager la souffrance ne suffit pas toujours. Certaines personnes souhaitent



aussi le droit de choisir leur mort, leur ultime liberté. Une liberté qui gagne du terrain. Après le Bénélux, la Belgique, ce sont l'Italie, l'Espagne et le Portugal qui viennent récemment de voter des lois qui autorisent

« la mort médicalement assistée ». On attend toujours une loi visant à légaliser l'euthanasie, le suicide assisté et qui assure vraiment un accès universel aux soins palliatifs. Frank Cantaloup

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE

Un militantisme qui « dérange » l'université

La liberté d'expression des chercheurs est-elle bientôt révoquée en Suisse ?

« L'Université de Lausanne veut "encadrer" la parole militante de son corps enseignant » a annoncé la Radio Télévision Suisse (RTS) le 17 mars dernier, provoquant la stupeur et la colère de la communauté académique.

À l'origine de cette polémique, Nouria Hernandez, la rectrice de l'université de Lausanne, a ainsi, de son propre chef, initié une « réflexion » sur les liens entre enseignement et militantisme. Elle réfute l'idée d'une charte de bonne conduite, même si c'est pourtant ce qui transparaît de son interview à la RTS puisqu'elle édicte un certain nombre de comportements qui lui semblent souhaitables, notamment l'interdiction de mentionner son appartenance à l'université de Lausanne lorsqu'un chercheur ou une chercheuse se positionne dans un domaine qui n'est pas officiellement le sien.



DR

Un climat qui dérange

Elle affirme que ce n'est pas un événement particulier ou des pressions qui ont mené à la constitution du groupe de travail qui se penche sur cette question. Néanmoins force est de constater que seul un type d'activisme semble lui poser problème. Interviewée par l'émission « Forum », elle se réfère plusieurs fois aux prises de position sur les questions climatiques pour illustrer les cas qui pourraient engager (et nuire à ?) l'image de l'université de Lausanne. Pourtant, lorsque des professeurs de droit, à l'image de Alain Macaluso, utilisent leur qualité d'enseignant pour se positionner dans le débat public et critiquer l'acquiescement des activistes qui avaient occupé les locaux de Crédit Suisse en septembre 2019 (sans mentionner qu'il est, par ailleurs, avocat de Crédit Suisse), cela n'a pas l'air de la faire sourciller. Cette volonté de limiter l'expression d'une certaine catégorie de chercheurs, si elle est scandaleuse, s'inscrit pourtant dans la droite lignée de l'idéologie et des actions de la rectrice et de son équipe de direction depuis le début de leur mandat. La direction a ainsi souvent été critiquée pour sa gestion musclée de ses rapports avec le personnel de l'université, tandis que la rectrice elle-même a écrit une tribune dans *Le Temps* pour donner une définition plutôt conservatrice du harcèlement sexuel.

Mimétisme francophone

On peut aussi se demander s'il faut comprendre cette nouvelle attaque contre des positions progressistes dans la continuité de ce qu'il se passe en France. Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, vient tout juste, elle aussi, de lancer sa chasse aux sorcières dans les universités, diligentant une enquête pour discerner « ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ». Elle vise tout particulièrement à combattre ce qu'elle appelle « l'islamogauchisme » et qui, à ses dires, « gangrène » l'université.

Le groupe de travail mandaté par la rectrice ne va pas rendre son rapport avant plusieurs mois, mais d'ici là, il faudra rester vigilants pour s'opposer à ce piétinement des droits élémentaires du personnel de l'université, en particulier celles et ceux qui ne s'inscrivent pas dans la droite ligne des instances dirigeantes.

Olive Kagellev

Paru dans le n°386 de *solidaritéS* (Suisse).

USA Échec syndical chez Amazon : pourquoi ? Et maintenant ?

Dans un revers majeur pour le mouvement ouvrier étatsunien, la semaine dernière, la campagne de syndicalisation dans l'installation géante d'Amazon à Bessemer, en Alabama, a été vaincue. Les travailleurEs ont voté par 1798 voix en défaveur du syndicat contre 738 pour le syndicat lors d'une élection de représentation syndicale à laquelle seulement environ la moitié des 5876 travailleurEs qui pouvaient être électeurEs ont participé.

Les responsables du syndicat RWDSU (vente au détail, en gros et grands magasins) ont soutenu qu'Amazon avait intimidé les travailleurEs, mais des militantEs syndicaux de longue date ont également souligné d'autres problèmes dans la campagne, en particulier l'incapacité de créer une organisation solide sur le lieu de travail avant d'appeler à des élections.

Campagne antisyndicale sophistiquée

Aux États-Unis, les travailleurEs peuvent obtenir la reconnaissance d'un syndicat par leur employeur de deux manières : une élection organisée par le National Labour Relations Board (office national des relations du travail) ou une grève, bien que les grèves de reconnaissance soient devenues assez rares depuis les années 1970. Si 30% des travailleurEs d'un lieu de travail signent des cartes ou une pétition disant qu'ils veulent un syndicat, le NLRB organisera une élection. Si une majorité de travailleurEs vote pour le syndicat, celui-ci sera reconnu par le gouvernement et l'entreprise devra alors négocier avec le syndicat sur les salaires et les conditions de travail. Dans le cas de Bessemer, le syndicat avait bien obtenu les 30% de signatures pour qu'un vote soit organisé mais il a échoué lors de la seconde étape.

Le plus gros problème a été, bien sûr, l'énorme puissance d'Amazon et la sophistication de sa campagne anti-syndicale. Tirées en grande partie par la pandémie, les ventes nettes d'Amazon en 2020 ont augmenté de



WIKIMEDIA COMMONS

38%, à 386 milliards de dollars, et Jeff Bezos, fondateur et président de la société, a une fortune évaluée à 190 milliards de dollars. Avec des ressources illimitées, Amazon a tenu des réunions régulières avec les travailleurEs de l'usine et leur a envoyé des SMS tous les jours. L'entreprise a souligné qu'elle versait déjà aux travailleurEs en moyenne 16 dollars de l'heure, soit le double du salaire minimum américain et plus que les autres employeurs de la région. Dans une campagne intitulée « Do It Without Dues » (littéralement « Faites-le sans frais »), l'entreprise a expliqué que les travailleurEs perdraient en fait de l'argent avec un syndicat, en payant environ 500 dollars chaque année en cotisations. Amazon a réussi à créer un esprit d'équipe pro-entreprise parmi certains travailleurEs, les convaincant de porter des badges « Votez non » au travail.

Déficit d'auto-organisation

Le RWDSU a commencé sa campagne au plus fort de la pandémie et a lancé un appel particulier aux travailleurEs noirs qui représentent environ 85% de la main-d'œuvre. On espérait que le mouvement Black Lives Matter (BLM) avait créé un nouvel enthousiasme parmi les travailleurEs. Le Parti démocrate a soutenu la campagne syndicale, le président Joseph Biden exigeant que l'entreprise n'intimide pas les travailleurEs, et Bernie Sanders se rendant à l'usine pour prendre la parole lors d'un rassemblement. Pourtant, ni BLM ni les Démocrates ne semblent avoir pesé sur le résultat. L'entrepôt de Bessemer a ouvert il y a seulement un an, dans le cadre d'une vaste expansion de la société Amazon qui a embauché 400 000 travailleurEs dans tout le pays et qui en emploie désormais plus d'un million.

Cela signifie que les travailleurEs de l'entrepôt ne se connaissent pas très bien, en particulier compte tenu du turnover élevé, et n'ont pas établi de relations de longue date d'entraide et de confiance. Lorsque le syndicat s'est lancé dans la bataille en novembre 2020, il n'avait pas mis en place une organisation solide parmi les travailleurEs qui leur permette d'agir par eux-mêmes. Il ne l'a pas fait plus tard. En février, le syndicat n'avait pas encore contacté certains travailleurEs. Le RWDSU a fait une grande partie de sa campagne aux portes de l'usine, mais n'a pas fait de visites à domicile, affirmant qu'il ne pouvait pas le faire à cause de la pandémie. Peu de travailleurEs ont participé aux rassemblements syndicaux.

Que va-t-il se passer maintenant ? Selon toute vraisemblance, le RWDSU déposera des plaintes pour pratique déloyale auprès de l'Office national des relations du travail, soulignant à juste titre les pratiques d'intimidation de la direction, et pourrait obtenir que soit organisé un nouveau vote. D'autres syndicats et ONG continuent de soutenir les travailleurEs d'Amazon dans d'autres implantations à travers le pays. Certains socialistes se sont embauchés chez Amazon pour aider à l'organisation à la base. Malgré la défaite, les efforts pour organiser les travailleurEs se poursuivront. Les activistes syndicaux ont appris une fois de plus que les travailleurEs doivent organiser eux-mêmes le syndicat, en créant un mouvement fort capable d'agir sur le terrain.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Quand bien même notre parti avait déjà exprimé publiquement ses critiques politiques et son rejet des législatives que compte nous imposer le pouvoir de fait le 12 juin 2021, la direction nationale du parti vient de décider officiellement la non-participation du Parti socialiste des travailleurs (PST) à cette élection.

Des élections législatives disqualifiées

Pour le PST, qui a participé à plusieurs scrutins depuis 1991 dans le but de se saisir de la tribune électorale, sans la construction d'un rapport de forces politique préalable au sein de la société, aucune illusion n'est permise quant à la possibilité de réaliser le changement démocratique et social auquel aspirent les masses populaires par voie électorale. Dans le contexte actuel, ces élections législatives interviennent au moment où le Hirak populaire, quels que soient ses travers et ses limites, est de retour depuis le 22 février dernier, posant de fait la question du choix entre le camp populaire et celui du pouvoir et de sa feuille de route. La contestation de la légitimité du pouvoir s'exprime de nouveau par de grandes manifestations populaires dans plusieurs villes du pays. Comme pour les élections de 2002, qui intervenaient

ALGÉRIE Non à la mascarade des législatives du 12 juin !

Extraits d'une déclaration du Parti socialiste des travailleurs (PST).

au lendemain du soulèvement populaire du « printemps noir » de 2001, notre parti n'hésite pas une seconde pour rejeter la mascarade des législatives et pour participer comme à l'accoutumée à construire le camp des luttes et des mobilisations politiques et sociales de notre peuple.

Pour le PST, plus que les consultations précédentes, ces législatives sont déjà disqualifiées sur le plan démocratique par l'ampleur de la répression et des atteintes aux libertés. Les prétendus gestes d'apaisement se limitant à « gracier » quelques dizaines de détenus politiques sont vite démentis par de nouvelles arrestations et autres harcèlements policiers et judiciaires de militantEs, de journalistes et de simples manifestantEs. Pire, des cas de torture et de viol par les services de sécurité sont dénoncés publiquement par d'ancienEs détenuEs. Les libertés et les droits démocratiques élémentaires d'expression, de manifestation, d'opinion, d'organisation, de grève, etc.,

sont quotidiennement muselés. Les médias publics sont toujours fermés à toute critique du régime et leurs plateaux continuent à être monopolisés exclusivement par ses représentants et par ceux qui lui ont manifesté leur allégeance.

Continuité du régime

Ces législatives sont une manœuvre visant, comme pour la présidentielle de décembre 2019 et le référendum sur la nouvelle Constitution de novembre 2020, une institutionnalisation de la continuité du régime. Loin de se limiter à la reconduction de plusieurs figures ouvertement adeptes d'un 5^e mandat pour Bouteflika, cette continuité du régime se vérifie principalement sur les plans économique et social. Ce sont les mêmes « réformes » économiques libérales qui consistent à privatiser l'économie et les richesses nationales, notamment les banques publiques et même notre sous-sol, permettant à une poignée d'oligarques et de multinationales de s'en accaparer. Ce sont les mêmes

politiques antisociales visant à réduire les salaires, à supprimer les subventions des produits de première nécessité, à réduire les transferts sociaux, à remettre en cause la médecine gratuite, à enfoncer notre jeunesse et des pans entiers de notre peuple dans le chômage et la précarité sociale.

Pour le PST, le recouvrement de la souveraineté populaire passe par l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple que constitue les travailleurEs, les chômeurEs, les femmes, les petits paysans et tous les démunisEs. Dans cette perspective, le PST appelle à l'impérative convergence entre le formidable mouvement populaire que constitue le Hirak et les luttes sociales, notamment à travers l'urgence mise en place d'une auto-organisation à la base dans tout le pays, permettant l'émergence d'une alternative démocratique, antilibérale et anti-impérialiste.

Version intégrale sur pst-algerie.org.

BRÉSIL Crise sanitaire et politico-militaire : l'ombre d'un nouveau coup d'État ?

Alors que son impopularité va croissant depuis le début de la crise sanitaire, que le Brésil battait en ce mois de mars le triste record de décès journaliers du Covid (3 600 décès pour la seule journée du 30 mars), que l'inflation continue de faire chuter le cours du réel et que le taux de chômage, de 13,5%, est le plus élevé de l'histoire du pays, le président du Brésil Jair Bolsonaro semble prêt à prendre toutes les mesures les plus autoritaires pour se maintenir au pouvoir.

La mauvaise gestion de la crise sanitaire est d'une ampleur telle que le président encourt déjà plusieurs procès en destitution. Avertis de la nostalgie assumée de ses militants pour la dictature militaire, les analystes brésiliens se questionnent aujourd'hui sur la possibilité d'une tentative de coup d'État.

Une crise sans précédent depuis la fin de la dictature

Lundi 29 mars, le président décide de procéder à un remaniement du gouvernement, et remplace par affinité six ministres. Le lendemain, à l'annonce du départ de Fernando Azevedo e Silva, ministre de la Défense, les chefs des trois forces de l'armée de terre, de l'air et de la marine brésilienne démissionnent, en signe de protestation contre ce qu'ils considèrent être une entrave à la neutralité politique des forces armées et une tentative du président de renforcer son contrôle sur l'armée. Cette triple démission les fait rentrer dans l'histoire du Brésil : c'est la première fois, depuis la fin de la dictature militaire (1964-1988), que pareille crise politico-militaire frappe le pays.

Dénonçant les critiques sur sa gestion catastrophique de la crise sanitaire, y compris celles venues du Parlement et du Congrès, Bolsonaro tente, par ce remaniement, de se rapprocher de la tranche la plus radicale de son électorat. Et les analystes brésiliens de s'interroger : le président est-il en train d'établir



WIKIMEDIA COMMONS

les bases structurelles pour rendre possible un coup d'État ?

Quand un président incite la police à l'insurrection

Bolsonaro n'en est pas à sa première tentative d'interférer avec la neutralité politique supposée des institutions. Le 28 mars 2021, le policier Wesley Soares était exécuté par la police militaire au cours d'une apparente crise psychotique, tirant en l'air et criant son opposition aux mesures sanitaires imposées par le gouverneur de la région de Bahia. L'évènement a aussitôt été récupéré par l'électorat bolsonariste et par le président lui-même, qui a suggéré à certains de ses partisans policiers de se soulever contre le gouverneur Rui Costa (membre du Parti travailliste) et contre les mesures sanitaires qu'il

applique (couvre-feu, fermeture des commerces non-nécessaires...). Une incitation à la désobéissance qui s'avère être anticonstitutionnelle, en vertu de l'article 1a de la Constitution de 1988.

Des projets de loi autoritaires

Le 31 mars, le député, militaire et partisan indéfectible de Bolsonaro à l'ironique nom de Victor Hugo (PSL-GO, partie d'extrême droite) remettait à la Chambre des députés un projet de loi visant à étendre les pouvoirs du président durant la pandémie afin d'empêcher les décrets de confinement des gouverneurs d'États. Un état dit « de défense » (et non « état d'urgence », réservé au Brésil pour les situations de guerre), justifié par la crise sanitaire, afin d'empêcher les gouverneurs d'appliquer les mesures sanitaires

qui visent à limiter l'hécatombe : on croit rêver, et pourtant...

Entre autres, le projet de loi établit que le chef de l'exécutif aura autorité pour réquisitionner et occuper les biens et services, pour convoquer civils et militaires pour motifs déterminés par le gouvernement fédéral, pour contrôler les polices militaires des États (qui relèvent jusqu'à présent de l'autorité des États, donc des gouverneurs, et non du gouvernement fédéral). Le projet de loi, durement critiqué par l'opposition, a été rejeté.

Le 19 mars, le président avait évoqué la possibilité de déclarer un état d'urgence, par le biais duquel les pouvoirs législatifs et judiciaires seraient supprimés au profit du pouvoir du chef de l'État. Le président du Tribunal suprême, Luix Fux, avait alors condamné les propos du président en les déclarant anticonstitutionnels.

Cette succession de déclarations et mesures autoritaires démontre clairement l'inquiétude de Jair Bolsonaro quant aux élections de 2022. En effet, plus tôt au cours du mois de mars, le Brésil a connu un revirement politique de très grande ampleur avec l'annulation du procès contre Luis Inacio da Silva (président du Brésil de 2003 à 2011, candidat du PT). Lula, finalement innocenté d'un procès complètement partial et biaisé qui dure depuis 2015, a vu ses droits politiques restitués, et s'est présenté comme candidat à la prochaine élection présidentielle.

Jefferson Santos et Mailys Mallet

GRANDE-BRETAGNE Anti*Capitalist Resistance: un nouveau regroupement politique

Il y a quatre mois, Socialist Resistance (SR), section britannique de la Quatrième Internationale, a voté en faveur de la formation d'un nouveau courant appelé Anti*Capitalist Resistance (A*CR). Il rassemble SR et un groupe organisé autour du site web Mutiny ainsi qu'un certain nombre d'autres camarades individuels. La dynamique politique en Écosse est différente en raison de la question nationale, donc nos camarades s'y organiseront d'une manière différente.

En janvier, la première des deux conférences prévues, organisée pour fonder le nouveau groupe, a eu lieu. Elle a adopté des documents sur la situation politique britannique et internationale ainsi que des statuts et une déclaration d'objectifs. Tous les documents sont disponibles sur le site internet de l'ACR¹. Un peu plus tard cette année, nous espérons organiser une conférence avec participation physique (si la pandémie le permet) pour conclure le processus. La convergence ne s'est pas produite uniquement à cause d'un accord sur une analyse théorique globale, mais sur un certain nombre de questions politiques clés telles que le Brexit, le corbynisme, l'écosocialisme, la démocratie interne, la poursuite du regroupement à gauche et l'internationalisme.

ANTI*CAPITALIST RESISTANCE

Construire une alternative socialiste et révolutionnaire

Notre convergence se déroule dans le cadre de la défaite et du désarroi de la gauche corbyniste au sein du Parti travailliste et de la domination d'une nouvelle direction modérée sous Starmer qui mène une chasse aux sorcières antidémocratique contre la gauche. Nous avons tous rejoint avec enthousiasme le mouvement Corbyn et nous travaillons aujourd'hui au sein du Parti travailliste à défendre les acquis du corbynisme en termes de politiques et de positions actuellement tenues par la gauche. Dans le même temps, nous avons dressé un bilan commun. Nous partageons l'idée qu'il est illusoire de penser qu'on pourrait constituer une majorité social-démocrate de gauche dans le parti qui gagnerait de façon transparente tout le parti à ces positions sans qu'il y ait une fracture significative. Aujourd'hui, nous travaillons toujours avec des militantEs au sein du Parti travailliste, mais sans la perspective d'un gouvernement social-démocrate de gauche et avec un équilibre différent entre le travail interne et la construction de mobilisations à l'extérieur du Parti. Les échanges avec les travaillistes de gauche sur la construction d'une alternative socialiste ont changé. Des milliers de militantEs ont quitté le Parti travailliste, furieux du rapide virage de Starmer vers le centre et plus encore vers les politiques désastreuses associées à Tony Blair. Mettre en place un nouveau courant révolutionnaire en ce moment pourrait nous aider à convaincre certains de ces militantEs, souvent plus jeunes. Jusqu'où aller au sein du Parti travailliste local dépend entièrement de l'activité du parti local et de la mesure dans laquelle il est étroitement contrôlé par la droite.

La division et la fragmentation de la gauche radicale affaiblissent notre influence et éloignent ce qui est une audience croissante pour nos idées. Nous voulons poursuivre activement le regroupement révolutionnaire. Notre site Web, nos publications et nos réunions refléteront cette approche. Nous ne considérons pas tous les courants ou groupes de gauche comme des concurrents, mais beaucoup d'entre eux comme des composants potentiels d'un futur groupe révolutionnaire qui pourrait avoir une réelle influence de masse.

Dave Kellaway

1 - anticapitalistresistance.org

Version intégrale sur fourth.international

DIPLOMATIE Une relance de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien ?

Après des semaines de spéculation, des négociations ont débuté le 6 avril à Vienne entre les représentants de l'Iran, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Russie, de la Chine et de l'UE. Il s'agit probablement de la première partie d'un processus long et difficile visant à ramener les États-Unis dans l'accord nucléaire (Joint Comprehensive Plan of Action-JCPOA, de 2015) et à ouvrir la voie à l'annulation par l'Iran de sa récente augmentation du niveau d'enrichissement de l'uranium.

de l'uranium. Selon l'envoyé spécial des États-Unis pour l'Iran, Robert Malley, qui dirige la délégation américaine à Vienne, son objectif est de « voir si nous pouvons nous mettre d'accord sur une feuille de route permettant aux deux parties de revenir à la conformité ». Il a déclaré que les États-Unis savaient qu'ils allaient devoir « lever les sanctions qui sont incompatibles avec l'accord conclu avec l'Iran ».

« Les travaux concrets ont commencé »

Le 3 avril, un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a rejeté une proposition des États-Unis de lever progressivement les sanctions imposées par l'administration Trump. Cependant, malgré la rhétorique des deux côtés, les gros titres indiquent déjà les objectifs de Vienne. Le 2 avril, ils racontaient tous la même histoire : « Les États-Unis et l'Iran conviennent de reprendre les



WIKIMEDIA COMMONS

négociations sur l'accord nucléaire » (Wall Street Journal) ; « La réunion de Vienne signale un nouvel élan pour relancer l'accord nucléaire iranien » (Politico) ; et « Accord nucléaire iranien : les États-Unis font les premiers pas vers le retour à l'accord avec des discussions la semaine prochaine » (Sky News).

Le premier cycle de négociations s'est achevé le 6 avril. L'ambassadeur russe auprès des organisations internationales à Vienne, Mikhaïl Oulianov, a déclaré que ce cycle avait été « fructueux », deux groupes

d'experts sur la levée des sanctions et les questions nucléaires ayant été chargés d'identifier des mesures concrètes pour aller de l'avant. Mikhaïl Oulianov a ajouté que les experts ont commencé leur travail immédiatement, mais a prévenu que le rétablissement de l'accord ne se ferait pas rapidement. Toutefois, « le plus important [...] est que les travaux concrets visant à atteindre cet objectif ont commencé ».

Tout cela suit le schéma des négociations de 2015-16, lorsque des « équipes d'experts » traitaient les détails entre les réunions ministérielles. Et il est probable que les discussions aboutissent à un accord, car l'économie iranienne risque de s'effondrer totalement, en partie à cause des sanctions, tandis que de leur côté, les États-Unis ne veulent pas voir l'Iran devenir un allié de la Chine ou de la Russie.

Yasmine Mather

Version intégrale sur alencontre.org.

Les premiers signes indiquant que des pourparlers étaient en cours sont venus du secrétaire d'État américain Antony J. Blinken, qui a informé les ministres européens des Affaires étrangères, le 2 avril, que les États-Unis se joindraient à eux pour tenter de rétablir l'accord nucléaire de 2015, qui, selon lui, « était une réalisation clé de la diplomatie multilatérale ».

La question des sanctions

En réponse à cela, le ministère iranien des Affaires étrangères a maintenu la position initialement déclarée par le guide suprême de la Révolution islamique, Ali Khamenei, selon laquelle les Iraniens n'entameront pas de négociations « directes » avec les États-Unis tant que les sanctions qu'ils ont imposées ne seront pas levées. Selon le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, les États-Unis ont imposé, réimposé ou redéfini quelque 1600 mesures de sanction contre l'Iran, infligeant des dommages économiques directs et indirects d'un montant de 1000 milliards de dollars.

Bien que l'Iran souhaite que les sanctions soient levées avant toute négociation directe, on ignore comment les États-Unis entendent révoquer ces sanctions ou combien de sanctions devront finalement être levées avant que l'Iran n'accepte de revenir sur les conditions imposées au développement nucléaire du pays par le plan d'action global conjoint (JCPOA) concernant l'enrichissement

CHRONOLOGIE AVRIL-AOÛT 1994

Une synthèse réalisée par l'association Survie.

6 avril 1994 | Vers 20 h 30, destruction de l'avion (pilote par trois Français) transportant le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana et le président du Burundi, Cyprien Ntaryamira. En moins de 3/4 d'heure, avant même que la nouvelle soit annoncée à la radio, des barrages sont installés aux grands carrefours de Kigali, et les rues principales se jonchent de cadavres. La Garde présidentielle interdit à la MINUAR [force de l'ONU] de se rendre sur les lieux de l'attentat. Le commandant français de Saint-Quentin y a accès.

7 avril 1994 | Assassinat du Premier ministre rwandais, Agathe Uwilingiyimana, de plusieurs ministres et responsables politiques hutus démocrates. Massacres de Rwandais tutsis, de ceux qui les protègent et des partisans d'une politique de conciliation nationale. Extension hors de Kigali des massacres de Tutsis et de ceux qui les protègent. Massacres dans les paroisses de Zaza (10 et 12 avril), Kabarondo (13 avril), Nyarubuye (14 avril), Kibungo (15 avril), Shangi (17 avril)...

8 avril 1994 | Selon le colonel belge Luc Marchal, de la MINUAR, l'un des avions français destiné au rapatriement des Européens résidant au Rwanda était chargé d'armes au profit des FAR.

9 avril 1994 | La France et la Belgique envoient des troupes à Kigali et commencent l'évacuation des expatriés. Le gouvernement français organise aussi l'évacuation sur Paris d'Agathe Habyarimana – cofondatrice de RTLM [Radio télévision libre des Mille Collines] et co-inspiratrice des « réseaux Zéro ». Sa famille est au cœur du dispositif génocidaire. Seront aussi ramenés et hébergés à Paris, entre autres, ses frères Séraphin Rwabukumba et Protais Zigiranyirazo – personnage central du Hutu power – ainsi que l'idéologue Fernand Nahimana, père spirituel de RTLM. L'ambassadeur de France Jean-Michel Marlaud fait détruire précipitamment toutes les archives. Son ambassade est largement ouverte au personnel politique de l'ancien régime (mais non aux Tutsis menacés

d'extermination). Il aide à rendre « présentable » la liste du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), par lequel le Hutu power s'empare de l'exécutif (en contradiction avec les accords d'Arusha, dont elle a assassiné nombre des protagonistes).

10 avril 1994 | Un commando militaire français est envoyé au point de chute de l'avion présidentiel.

12 avril 1994 | Offensive à Kigali des forces du FPR contre l'armée de l'ancien régime. La France, la Belgique... ferment leurs ambassades. Exode du personnel diplomatique.

21 avril 1994 | Au Conseil de sécurité, la France vote la réduction de 2700 à 450 du nombre des Casques bleus et observateurs présents au Rwanda.

Fin avril 1994 | Le représentant de la France au Conseil de sécurité s'oppose à ce que celui-ci qualifie de « génocide » les massacres perpétrés contre les Tutsis du Rwanda. Paris reçoit le « ministre des Affaires étrangères » du GIR Jérôme Bicomumpaka.

9-13 mai 1994 | Visite d'Efrem Rwabalinda, adjoint du chef d'état-major des FAR (le général Augustin Bizimungu), à la mission militaire du ministère de la Coopération – commandée depuis un an par le général Jean-Pierre Huchon. Une aide militaire multiforme est promise, un matériel de communication cryptée est fourni, pour maintenir le contact des FAR avec Paris. Le général Huchon apporte ses conseils pour « retourner l'opinion internationale » en faveur du camp génocidaire.

17 mai 1994 | Le Conseil de sécurité vote le déploiement de 5500 Casques bleus au Rwanda et l'embargo sur les armes à destination de ce pays. Soutenant la position du représentant du GIR, celui de la France s'était efforcé d'empêcher cet embargo.

22 mai 1994 | Succès militaire du FPR à Kigali. Les FAR perdent le contrôle de l'aéroport.

25 mai 1994 | La Commission des Droits de l'Homme des

Nations unies vote une résolution indiquant que « des actes à caractère de génocide ont pu survenir », décide l'envoi au Rwanda d'un rapporteur (René Degni-Segui) pour enquêter sur les violations du droit humanitaire international.

25 mai 1994 | D'avril à juin, les FAR sont ravitaillées en armes et munitions par des Boeing 707 atterrissant à Goma (Zaïre). Toutes les sources sur place se déclarent certaines que ces livraisons d'armes ont été « payées par la France ».

11 juin 1994 | À Paris, le Quai d'Orsay déclare que la communauté internationale devra prendre de nouvelles initiatives, si les combats et les exactions se poursuivent.

22 juin 1994 | Sur proposition de la France, le Conseil de sécurité autorise une intervention armée humanitaire au Rwanda. La résolution ne prévoit pas la poursuite des responsables du génocide – qui a déjà fait quelque 500 000 victimes. L'intervention française est condamnée par le FPR et les partis démocratiques rwandais – notamment le Premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Faustin Twagiramungu.

23 juin 1994 | Entrée officielle des forces françaises au Rwanda, par Cyangugu.

28 juin 1994 | Publication du rapport des Nations unies (René Degni-Segui) sur le génocide des Tutsis et les massacres de Hutus au Rwanda.

4 juillet 1994 | L'armée de l'ancien régime est refoulée de Kigali et de Butare, contrôlées désormais par le FPR. La France crée une « Zone humanitaire sûre » (ZHS) au sud-ouest du Rwanda.

13 juillet 1994 | Début d'un exode massif de Rwandais vers le Zaïre.

19 juillet 1994 | Un gouvernement d'union nationale est formé à Kigali.

Juillet-août 1994 | Durant l'opération Turquoise, la plupart des responsables du génocide (dont les animateurs de RTLM) se replient sur la ZHS avant d'aller à Bukavu (Zaïre). Aucun n'est interpellé, pas plus que les préfets, sous-préfets ou chefs miliciens qui ont, localement, organisé les massacres. Le chef des FAR, le général Bizimungu, est aperçu à Goma dans un véhicule de l'armée française. Des officiers français dissuadent de rentrer à Kigali ceux des officiers des FAR qui souhaitent renouer avec le gouvernement d'union nationale. En ZHS ou à Goma, la plupart des militaires oublient les calculs géopolitiques qui les ont envoyés là pour accomplir un incontestable travail humanitaire.

21 août 1994 | Fin de l'opération Turquoise.



27 ANS APRÈS LE GÉNOCIDE DES

LA FRANCE TOUJOURS DANS LE

LA FRANCE, COMPLICE DE GÉNOCIDE

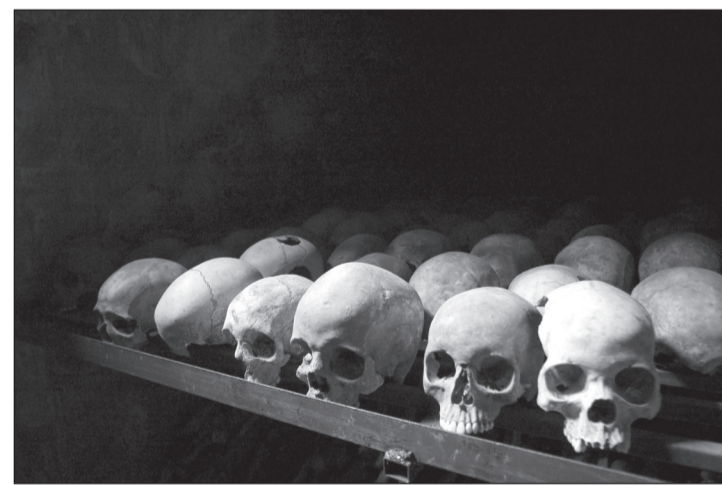
Retour sur le génocide et le rôle essentiel de la France (1).

Pour les autorités françaises, les choses sont très simples. L'avion qui transportait les présidents du Burundi, Cyprien Ntaryamira, et du Rwanda, Juvénal Habyarimana, a été abattu, le 6 avril 1994, par le Front patriotique rwandais (FPR), représentant les Tutsis, déclenchant aussitôt un massacre généralisé de ces derniers par les Hutus. La France, dans un souci humanitaire, envoie ses valeureux paras, afin d'éviter un second génocide que ne manquerait pas de perpétrer le FPR en représailles. C'est tellement simple, que ce message a été repris par la plupart des grandes rédactions. Ensuite, les petites et grandes manœuvres se sont poursuivies pour tenter de dissimuler la vérité.

Une conséquence du colonialisme

Le génocide est, avant tout, une conséquence du colonialisme. Les Belges, maîtres à l'époque de ce pays, ont utilisé, pendant des décennies, comme supplétifs du pouvoir colonial, des Tutsis, occasionnant évidemment des rancœurs chez les Hutus. Confrontée aux velléités tutsies d'indépendance dans les années 1950, la Belgique change son fusil d'épaule et soutient les Hutus et la « révolution de 1959 », qui a vu des massacres à grande échelle de Tutsis. Les colonialistes, avec l'aide des missionnaires chrétiens, ont contribué à cristalliser les deux ethnies.

Dans les années 1990, le gouvernement français soutient Juvénal



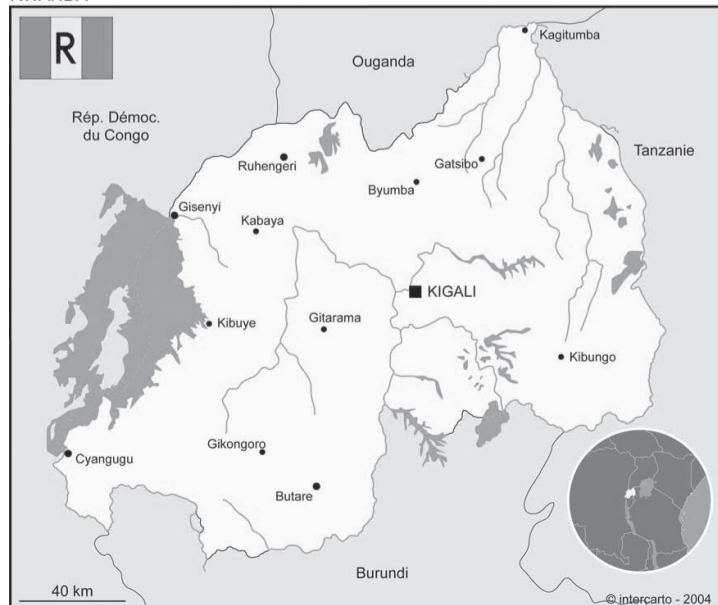
Habyarimana, qui voit son pouvoir chanceler, coïncé entre une opposition hutue et un FPR de plus en plus puissant, oscillant entre une union nationale avec ce dernier et la ligne extrémiste hutue d'un pouvoir sans partage. L'Élysée voit alors dans le FPR une menace. Cette aversion peut s'expliquer de manière multiple. Le FPR, composé de descendants des Tutsis ayant fui la « révolution de 1959 », serait un agent des pays anglophones disputant l'hégémonie française sur la région. Sur tout, cette organisation n'a jamais fait allégeance à Paris. Dans le milieu militaire, on appelle ses membres les « Khmers noirs ».

Rôle décisif de l'armée française

Après l'offensive du FPR, en 1993, qui fut stoppée grâce au rôle décisif de l'armée française, le génocide se prépare, de manière visible. Les milices sont formées

et entraînées, les armes distribuées, les médias, comme la Radio des Mille Collines, ne cessent d'attiser la haine. Mais le soutien de la France ne faiblit pas. Avant le génocide, au début des années 1990, de graves exactions sont commises sous les yeux des militaires français, comme plusieurs témoignages l'attestent : « J'ai vu les instructeurs français dans le camp militaire de Bigogwe. C'est là qu'on amenait des civils par camions entiers. Ils étaient torturés et tués, puis enterrés dans une fosse commune. » (2) En 1992, les chefs militaires des Forces armées rwandaises (FAR) définissaient ainsi l'ennemi : « L'ennemi principal est le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur, extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui n'a jamais reconnu et ne reconnaît pas encore les réalités de la révolution sociale de 1959 et qui veut conquérir le pouvoir au Rwanda

RWANDA





TUTSIS AU RWANDA:

**DU JOURS
DÉNI**

par tous les moyens, y compris les armes.» (3)

La journaliste belge Colette Braeckman fait état d'un compte rendu de la visite à Paris, le 9 mai 1994, du lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda, adjoint du chef d'état-major des FAR, au général Huchon, responsable de la mission militaire de coopération; en plein génocide, il y est notamment question d'améliorer l'image du Rwanda afin que la France puisse poursuivre son aide!

Recyclage

Avec retard, la communauté internationale prend conscience de la réalité. Plus de 800 000 Tutsis, mais aussi des Hutus modérés, ont été massacrés. La France déclenche alors l'opération Turquoise, affichant un objectif humanitaire. La vérité sera tout autre. Cette opération sert avant tout à éviter que la défaite de l'armée rwandaise et des milices génocidaires, face à l'avancée du FPR, ne se transforme en débâcle. C'est ainsi que la France va prendre en charge le retrait de milliers d'hommes en armes au Zaïre, où elle peut compter sur le soutien sans faille du dictateur Mobutu. Ainsi, ces hommes, tous impliqués dans le génocide, seront stationnés à la frontière rwandaise, avec leurs armes. Cette situation expliquera le conflit ultérieur entre le Zaïre et le Rwanda, qui fera des centaines de milliers de victimes, notamment des civils pris entre deux feux.

Comme le souligneront les organisations humanitaires, la France va protéger le staff dirigeant des génocidaires, en premier lieu le colonel Théoneste Bagosora, considéré comme l'organisateur

du génocide: «Selon les fonctionnaires des Nations unies, les militaires français ont fait voyager par avion des officiers importants, y compris Théoneste Bagosora et le leader des miliciens Interahamwe, Jean-Baptiste Gatete, ainsi que les troupes d'élite des FAR et de miliciens en dehors de Goma, vers des destinations non identifiées, entre les mois de juillet et de septembre 1994.» (4) Les militaires français recycleront d'autres génocidaires, notamment au Congo-Brazzaville, où on retrouvera, aux côtés de Sassou-Nguesso, le général Bizimungu, autre dignitaire du régime rwandais. Des plaintes ont été jugées recevables par la cour d'appel de Paris. Elles font état de la participation directe de soldats français aux massacres de Tutsis, aux côtés de miliciens. Dans le remarquable travail de la commission d'enquête citoyenne, des témoignages ont été recueillis, notamment dans la région de Biseseo, où les survivants racontent dans le détail les exactions des soldats français. Les réseaux néocolonialistes de la France, l'autonomie de l'armée sur le terrain, la dépossession du Parlement français concernant les interventions militaires extérieures, le consensus entre les dirigeants socialistes et ceux de droite – les deux parties étant aux affaires à l'époque – ont favorisé cette complicité de la France dans le génocide au Rwanda et ses tentatives pour étouffer la vérité.

Paul Martial

1 – Première publication dans *Rouge* n°2214 (12 juillet 2007).

2 – Jean Carbonare, *Le Nouvel Observateur*, 4 août 1994.

3 – Cité dans la note d'information d'avril 2006 de Human Rights Watch (HRW).

4 – Rapport HRW de 1995.

RAPPORT DUCLERT: LA FRANCE AU RWANDA, «RESPONSABLE MAIS PAS COUPABLE»?

Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères français au moment du génocide, fait sienne les dernières phrases du rapport Duclert remis à Emmanuel Macron le 26 mars dernier: «*La réalité fut celle d'un génocide, précipitant les Tutsis dans la destruction et la terreur. Nous ne les oublierons jamais*». Mais il se réjouit dans le même temps que «*la France [soit] enfin exonérée de l'accusation de complicité dans la préparation, voire l'exécution du génocide*»¹. Commentant le même rapport sur France Culture, l'un des commandants de l'opération Turquoise ayant permis l'exfiltration des génocidaires vers le Zaïre va dans le même sens: «*L'intentionnalité de génocide [dont la France est accusée] me fait frémir. Nous n'avons eu absolument qu'une intention: sauver, protéger et aider les victimes. [...] L'idée que des soldats français aient pu avoir d'autres intentions non seulement m'est étrangère mais me peine profondément pour mes soldats*»². La signification politique réelle du rapport n'a donc échappé ni à l'un ni à l'autre.

La reconnaissance du génocide: un acquis des travaux des historienEs et militantEs

Certes, le temps où Mitterrand pouvait tranquillement déclarer que «*dans ces pays-là, un génocide n'est pas trop important*» paraît loin. De même, les thèses sur le «double génocide» présentant Hutus et Tutsis comme également victimes et responsables semblent dépassées. Après vingt-cinq années de recherches minutieuses menées par les historienEs ou par des associations comme Survie ou Ibuka, l'heure n'est plus à la négation grossière du génocide. L'exclusion de Julie d'Aurandurin de la commission Duclert témoigne de la perte de légitimité des pires thèses négationnistes. L'historienne avait publié une notice dans un dictionnaire militaire plaçant pour ces thèses. Le scandale déclenché par la diffusion de cette notice avait contraint la commission à l'abandonner sur le chemin³. On peut s'en réjouir.

Mais reconnaître l'existence du génocide des Tutsis est une chose, comprendre le rôle qu'a joué l'État français dans cette histoire qui coûta la vie à 800 000 personnes en est une autre. Et force est de constater que de ce point de vue, le compte n'y est pas dans le rapport Duclert. Si l'on suit le rapport, la France aurait mal agi au Rwanda non parce que depuis plusieurs décennies elle soutenait sans faille un régime rwandais et sa logique raciste et génocidaire, mais par «*aveuglement*», «*cécité*» ou encore «*par incompréhension*»⁴. En continuant à adopter le logiciel colonialiste distinguant deux races distinctes «hutu» et «tutsi» au Rwanda, et soutenant les premiers contre les seconds, la France aurait péché par passivité et ignorance intellectuelle.

Les dés pipés de la commission Duclert

Il ne fallait sans doute pas s'attendre à autre chose d'un rapport commandité par l'Élysée. Ses auteurs ont travaillé pendant

Les larmes d'hypocrites sont de circonstance au sommet de l'État et au sein de l'état-major militaire pour déplorer la tragédie du génocide des Tutsis.



DR

deux ans dans les locaux du ministère des Armées. Aucun d'entre eux n'était spécialiste du sujet. Pour cause, les historienEs ayant déjà publié sur le sujet en avaient été soigneusement écartés sur demande de l'Élysée. La mise à l'écart de Stéphane Audouin Rouzeau et d'Hélène Dumas, jugés trop critiques vis-à-vis de l'État français, était déjà révélatrice de l'orientation que Macron souhaitait impulser à la commission.

Quelles sont les conclusions du rapport? «*Responsable mais pas complice*». La France, qui d'après Vincent Duclert «*se définit par son attachement à la vérité*» (!?) a failli car elle était incapable de comprendre que se déroulait un génocide en dépit des nombreuses alertes. C'est au sens moral que la France aurait des «*responsabilités accablantes*» dans le génocide des Tutsis. Les experts de la commission Duclert, reprenant le fardeau de l'homme blanc, seraient heureusement là pour rétablir la vérité aux yeux de la France, de l'Afrique et du monde... Cette fable n'est pas très sérieuse. Les catégorisations de «hutu» et «tutsi» comme catégories raciales ont été imposées par le colonisateur allemand puis belge et repris à l'indépendance par le régime au pouvoir soutenu par l'État français. Si ces catégories raciales ont été reprises et que l'impérialisme français les utilisait, ce n'est pas par ignorance mais parce qu'elles permettaient de diviser pour mieux régner et de garder la main sur un territoire et sa population.

Les crimes de l'impérialisme français exonérés à peu de frais

Reconnaître la «complicité» de l'État français aurait renforcé le poids des plaintes déposées au Tribunal pénal international contre des responsables politiques et militaires mais aussi auprès du parquet de Paris contre la BNP Paribas par qui transitaient les transferts de fonds pour l'achat d'armes pour le compte du gouvernement génocidaire jusqu'en juin 1994. C'est pour couvrir les responsables français de l'époque, dont nombre d'entre eux sont encore aux affaires 25 ans plus tard, que la conclusion du rapport refuse catégoriquement l'utilisation du terme de «complicité». Finalement, seul Mitterrand ne trouve pas grâce aux yeux de la commission. Accusé de «*dérive solitaire du pouvoir*», il porterait seul la responsabilité de la politique française au Rwanda. Si

Mitterrand n'était pas mort, on peut se demander comment la commission s'y serait prise pour trouver un responsable français à incriminer? Que Mitterrand ait été un acteur central de cette complicité génocidaire, nul de sérieux n'en doute, mais résumer la complicité de l'État français à sa personne est complètement ridicule.

POUR ALLER PLUS LOIN

François Graner et Raphaël Doridant, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda, Agone, 2020.*

Cet ouvrage des deux militants de Survie est sans aucun doute l'ouvrage le plus complet à ce jour sur la complicité de l'État français dans le génocide des Tutsis. Les auteurs ont consulté une masse de documentation impressionnante. François Graner, après une bataille juridique menée jusqu'au Conseil d'État, a obtenu l'autorisation de consulter les archives ouvertes à la seule commission Duclert. Le réquisitoire est stupéfiant et minutieusement documenté. À mettre entre toutes les mains. L'association Survie publie également *Billet d'Afrique*, très bon mensuel sur l'actualité de la Francophonie.

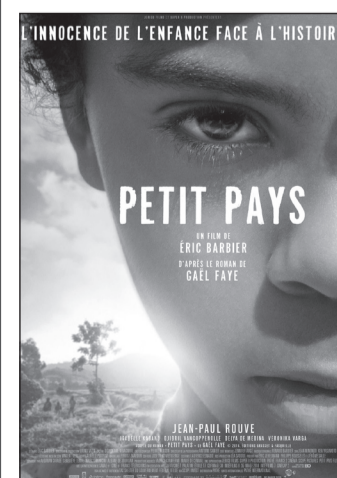
Hélène Dumas, *Sans ciel ni terre. Paroles orphelines du génocide des Tutsis, La Découverte, 2020.*

Dans ce livre, l'historienne spécialiste du Rwanda part de récits d'enfants pour interroger le génocide à leur hauteur. À travers ces récits, rédigés quelques années après les faits, le lecteur entre dans le quotidien du Rwanda avant, pendant et après la tragédie. L'analyse de la période qui précède le génocide montre notamment les différents chemins que la racialisation de la société rwandaise peut emprunter. Les enfants sommés de se déclarer «hutu» ou «tutsi» dès leur entrée à l'école découvrent ainsi l'identité qui leur est assignée, comprenant dans leurs questions aux adultes le poids terrible de ces catégories.

Retour à Kigali: une affaire française, Jean-Christophe Klotz, France 2

Dans ce documentaire, Jean-Christophe Klotz donne la parole aux responsables politiques et militaires français, belges et américains aux affaires au moment du génocide au Rwanda. Les poussant dans leur retranchement, le réalisateur parvient à démontrer sans ambiguïté la complicité française dans le génocide. Plusieurs bébés toutefois. La relation d'amitié du réalisateur avec Bernard Kouchner pousse le documentariste à présenter l'ex-ministre sous un beau jour... Surtout, on peut regretter que le documentariste ne donne la parole à aucun rescapé du génocide.

<https://www.france.tv/documentaires/societe/957617-une-affaire-francaise.html> (visible jusqu'au 4 mai 2021)



Petit Pays, de Gaël Faye, adapté au cinéma par Éric Barbier.

Né au Burundi, Gaël Faye puise dans son enfance l'histoire de *Petit Pays*. Catégorisée comme tutsi, sa famille maternelle a quitté le Rwanda lors des massacres qui précèdent le génocide et ponctuent l'histoire du pays depuis 1959. Le film fait des allers-retours entre le Burundi et le Rwanda en 1994. Si les éléments de contexte politique et historique sont absents du film, il plonge néanmoins dans le drame qui bouleverse la région par le biais du récit intime. On en sort frappé de stupeur.

SAINT-DENIS Neuf mois d'une politique de casse sociale et démocratique

Depuis l'été dernier, Mathieu Hanotin, issu du Parti socialiste, est le maire de Saint-Denis avec une équipe issue d'ÉELV et Génération.s. Ses pratiques et ses décisions n'ont rien à envier à la politique d'Emmanuel Macron.

Mathieu Hanotin a commencé son mandat en augmentant ses indemnités pour gagner plus de 10 000 euros par mois. Il a continué en armant la police municipale, puis a entamé une attaque en règle contre les droits des salariéEs de la mairie et de Plaine-Commune dont il est le président : suppression de congés, augmentation de la durée du travail, réduction de primes.

Politiques antisociales

Par la suppression de la subvention municipale, il a condamné à mort le *Journal de Saint-Denis*, hebdomadaire indépendant qui profitait à toute la population en se faisant l'écho, depuis 1992, de tout ce qui se passait dans la ville au niveau politique, social et culturel. En plein confinement, il demande l'expulsion du Landy Sauvage, squat qui accueille artistes, artisanEs, précaires et migrantEs. Dans le même temps, Plaine-Commune Habitat, le bailleur qui dépend de la ville, signe une convention avec l'État qui renforce le partenariat avec la police et veut faire des gardienEs les relais du contrôle social des habitantEs des quartiers. Mathieu Hanotin gère la crise sanitaire à coups de communication en faisant défiler Castex, Hollande ou Hidalgo à Saint-Denis et au vaccinodrome du Stade de France. En tant qu'employeur, il ne débloque pas les moyens nécessaires pour protéger les salariéEs et il refuse de fermer des équipements même quand ils se transforment en cluster comme la médiathèque centrale de Saint-Denis. Parallèlement, il annonce, sans concertation réelle avec les agentEs et les syndicats, l'ouverture des médiathèques de Plaine Commune le dimanche à partir de septembre 2021. De plus, il attaque les plus précaires en refusant de payer des centaines d'animateurs et animatrices contractuels pendant le confinement.

Résistances

La colère monte chez les agentEs : débrayages, grèves, rassemblements, droit d'alerte par le CHSCT, droit de retrait. Les salariéEs se mobilisent afin de se défendre face à un employeur qui se moque de leur santé, de leurs conditions de travail et les précarise davantage. De leur côté, des habitantEs développent des solidarités, se mobilisent contre les expulsions, l'armement de la police, le climat sécuritaire. Le rapport de forces contre cette municipalité qui casse les services et emplois publics et veut faire de Saint-Denis une ville de riches en rejetant une partie importante de la population, nécessite une convergence de ces différentes luttes.

CorrespondantEs

LA POSTE Pas de prime Covid : merci Philippe Wahl(ou) !

Le 15 mars, Jean Castex annonçait la mise en place d'une nouvelle prime Covid. Plusieurs organisations syndicales de La Poste ont, en toute logique, revendiqué son versement, pour un montant minimum de 1000 euros, à l'ensemble des postières et des postiers.

La mesure avancée par le Premier ministre avait certes tout de l'effet d'annonce, puisque l'octroi de cette prime est laissé au bon vouloir du patronat, avec les recettes incitatives habituelles (défiscalisation et exonération de cotisations sociales). Les cadeaux gouvernementaux sont visiblement insuffisants pour le PDG Philippe Wahl et les actionnaires de La Poste puisque, dans un courrier en réponse à la demande formulée par Sud PTT, la DRH Valérie Decaux a répondu par une simple fin de non-recevoir. Son argumentation tient en quelques mots : le

budget ne le permet pas, en pleine crise sanitaire, et les postierEs sont déjà assez bien traitéEs.

Donner une perspective à la colère

Encore une fois le Covid à bon dos. La DRH le convoque quand il s'agit d'expliquer que la boîte ne peut rien verser (alors que le bénéfice net est de 2,1 milliards d'euros en 2020), mais elle feint d'oublier que les travailleurEs de La Poste ont continué d'assurer leur service depuis plus d'un an que dure la pandémie. Après des Négociations annuelles obligatoires s'étant conclues par une « augmentation » de...



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

0,2%, une prime d'intéressement réduite à zéro en 2021, cette nouvelle manifestation de mépris patronal génère encore un peu plus de rase-le-bol. De fait, la question de la rémunération devient un des principaux sujets de colère dans les services.

Dans ce contexte, la dernière bassesse de la direction, à savoir le refus de l'activité partielle pour les parents d'enfants scolariséEs durant les vacances d'avril, pourrait bien mettre le feu aux poudres.

Des mobilisations éclosent un peu partout et, fait nouveau, on assiste au développement d'intersyndicales locales relativement nombreuses. L'intersyndicale nationale qui a commencé, depuis deux semaines, à réunir la CGT, l'Unsa et Sud (à l'initiative de cette dernière) se doit de déboucher, au plus vite, sur une date de grève à l'échelle de toute La Poste.

Édouard Gautier

ÉCOLOGIE Agriculture et climat : c'est maintenant que tout se joue

La communauté scientifique ne cesse d'alerter sur le désastre environnemental qui s'accélère et s'aggrave, la population est de plus en plus préoccupée, et pourtant, le sujet reste secondaire pour les décideurs et les médias qui devraient lui accorder une place centrale.



PHOTO THÉQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Le coup de gel : catastrophe naturelle ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le gel ravage les cultures et les arbres fruitiers, mais c'est aujourd'hui que ça arrive de plus en plus souvent. Si l'on pouvait voir, çà et là, des installations contre le froid ou le chaud, il est maintenant courant d'en voir proliférer un peu partout. Contre le gel, de la botte de paille brûlée à la bougie en passant par les tours antigel, les vaporisateurs, les braseros, les hélicoptères... les équipements ne cessent de se développer.

Le pire dans tout ça est que le dérèglement climatique, conséquence de l'agriculture productiviste, ne produit pas ou peu de remises en cause de cette dernière. Les paysanEs endettés, en petite surface, en manque de moyens, se verront discrètement et dramatiquement happés par des installations plus solides capables de s'offrir des assurances, soutenues par des banques (Groupama et Crédit agricole en tête) et autres intérêts financiers. Pour les équipementiers ils auront de quoi vendre leurs produits, leurs inventions pour la plupart assez polluants. Pour les riches exploitants, la FNSEA et le gouvernement veilleront à ce qu'ils captent en plus les subventions.

Les subventions de la PAC

La nouvelle Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne va entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2022 et verser chaque année, pendant cinq ans, neuf milliards d'euros aux agriculteurs

en France. Quelles règles de redistribution seront appliquées ? L'argent ira-t-il aux agriculteurEs et éleveurEs bio ou aux plus conventionnels ? Aux fermes en fonction de leur surface ou du nombre d'emplois créés ? L'application de règles qui se discute au ministère de l'Agriculture, entre les syndicats agricoles, Castex et les ministres Denormandie (Agriculture) et Pompili (Écologie) pourrait changer la donne... si le gouvernement en avait la volonté.

Agriculture-climat : couple vertueux si...

Pour la Confédération paysanne, les critères doivent inciter à adopter des pratiques plus écologiques. Cyrielle Denarhig, en charge des questions agricoles au Réseau action climat (RAC) explique : « On peut demander la mise en place de haies, l'introduction de plus de légumineuses dans les rotations car elles limitent l'utilisation d'engrais azotés, des rotations plus longues

avec cinq ou six cultures différentes plutôt que trois ». Claire Garrot de la Confédération paysanne, éleveuse en Mayenne, ajoute : « On souhaiterait également qu'il y ait un bonus pour les fermes en agriculture biologique ». Et précise : « Il faut souligner qu'il n'y a pas d'augmentation prévue du budget alloué à l'environnement dans la PAC. Il reste le même ». Le gouvernement ne prend aucune décision en faveur de l'agro-écologie, favorable au climat, à la santé publique et au porte-monnaie des paysanEs. Car pour cela, il faudrait affronter le poids politique de la FNSEA, de l'agro-industrie, des chambres d'agriculture et de leurs intérêts dans le business agricole.

Écorégimes : nouveau verdissement de l'agriculture intensive ?

Les « écorégimes », aides d'environ 1,5 milliard, alimentent les désaccords. Ces aides sont données en fonction des efforts de l'agriculteur pour se conformer à des critères environnementaux. D'après ces critères, 70 % des agriculteurEs y auraient droit. Cela donne une idée du niveau des critères proposés. Mathieu Courgeau, éleveur en Vendée et président de la plateforme pour une autre PAC, qui rassemble des

organisations comme la Confédération paysanne et le RAC, demande une PAC plus sociale et écologique, promeut un ensemble de mesures favorisant les premiers hectares et les premiers animaux, et un plafonnement des aides pouvant être reçues par chaque agriculteur à 50 000 euros par an ou l'activation d'une aide forfaitaire aux petites fermes. La FNSEA, qui défend avant tout les « gros », se bat pour que tous les agriculteurs y aient droit car, c'est bien connu, ils ont tous des pratiques vertueuses. On connaît le fiasco des aides au verdissement de l'agriculture qui a entraîné lourdeurs administratives et aucun impact positif pour l'environnement. Même scénario avec les « écorégimes » ?

Dans l'agriculture aussi, changeons de système

Ne laissons pas la finance et le marché confisquer l'agriculture dont l'activité touche de multiples aspects de nos vies. Décidons ensemble, paysanEs et consommateurEs, de la mise en place d'une agriculture écologique, rémunératrice pour les travailleurs et travailleuses de la terre, protectrice de la Terre. Nos intérêts se rejoignent.

Commission nationale écologie

ÉDUCATION NATIONALE Pour l'ensemble de son œuvre : Blanquer démission !

Depuis mardi 6 avril, les enseignantEs sont passés, comme en mars 2020, en distanciel, tenus de maintenir la continuité pédagogique pendant la fermeture temporaire des écoles, tenus de s'adapter en quelques jours seulement en sachant déjà que rien ne fonctionnerait alors que Blanquer clamait partout que tout était prêt...

Depuis septembre, l'alerte était lancée dans l'éducation nationale. De nombreuses propositions ont été faites sur les plans sanitaire et pédagogique de la part des personnels de l'éducation pour tenter d'empêcher le désastre. C'est quand il était finalement trop tard

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE « Donnons un cadre national à ces luttes locales »

Le 10 avril, la manifestation – interdite! – contre l'extension du Stade Rennais à La Prévalaye¹ a réuni 500 personnes. Elle s'est inscrite, cette fois, dans le cadre de la démarche nationale de l'appel « Les soulèvements de la terre ».

« **N**ous ne nous résoudrons pas à la contempler, impuissantEs, isoléEs et enfermés chez nous. [...] Les causes et les responsables de la destruction des sols nous entourent : bétonisation, industries polluantes, et accaparement des terres vivrières par l'agro-industrie. Nous voulons cibler et bloquer ces responsables. Nous voulons aussi occuper et cultiver les terres qui nous ont été arrachées. [...] C'est maintenant ou jamais, nous avons décidé de jeter nos forces dans la bataille. » Ainsi s'expriment les signataires de l'appel signé à Notre-Dame-des-Landes (ça annonce la couleur!) le 24 janvier 2021.

« **Nous sommes: toi, moi, vous** » Celles-ci et ceux-ci se présentent comme « des jeunes révoltés qui ont grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la précarité comme seul horizon » ayant « lutté contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme et l'apocalypse climatique » et aussi « des habitantEs en lutte attachés à leur territoire » ayant « arraché des victoires locales ». Et encore, des

paysanEs s'efforçant « d'établir une relation de soin quotidien à la terre et au vivant pour nourrir nos semblables », se sentant touTEs « isoléEs et impuissantEs face à l'atomisation des luttes, aux difficultés d'agir, et à la voracité des possédants. » Ensemble ils et elles nous appellent à rejoindre leurs actions et réflexions.

Un véritable plan d'action en deux saisons

Saison 1 : occuper des terres, bloquer l'industrie de la construction, en appuyant sur des luttes locales. Reprendre ou préserver des terres menacées – Les Vaites à Besançon (27 mars), La Prévalaye à Rennes (10/11 avril), Le Pertuis, entre Saint-Étienne et Le Puy-en-Velay (22/23 mai), contre la déviation de la RN88. Et aussi lutter contre l'extension de deux carrières de sable Lafarge et GSM et contre l'intensification du maraîchage industriel au sud de Nantes, à Saint-Colomban (19/21 juin) lors d'un camp de rencontres et d'actions. Une « surprise » : à partir du 29 juin, une semaine de blocages simultanés ciblant toute la chaîne du bâtiment et des grands projets inutiles en Île-de-France!



Saison 2 en septembre : donner une résonance directement politique via une marche populaire jusqu'aux portes du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à Paris. Puis, tout au long de l'automne et de l'hiver, des actions de réappropriation dans les institutions en charge de l'allocation et de l'attribution des terres. Enfin, cibler les industries qui empoisonnent la terre avec leurs pesticides et engrais de synthèse.

Un outil pour la lutte

Nombre de militantEs du NPA, investis dans certaines de ces luttes, partagent la volonté de tisser des liens entre elles et de leur donner une expression politique commune. Nul doute que, comme cela a été possible autour des mobilisations de NDDL, des cadres communs pourront émerger et permettre les convergences annoncées.

Commission nationale écologie

1 – Lire *L'Anticapitaliste* n°563.

CARHAIX Rassemblement de soutien à Matthieu Guillemot

Nous étions plus d'une centaine, mercredi 7 avril, rassemblés devant la gendarmerie de Carhaix, en soutien à Matthieu Guillemot¹, militant NPA, ancien conseiller municipal d'opposition, convoqué comme témoin dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'incendie à la résidence secondaire de Richard Ferrand en février 2019.

Cette convocation faisait suite, sans aucun doute, à la réception en musique faite au préfet de la Finistère et à la sous-préfète afin de leur dire que ce n'était pas le genre de la maison de voir les gendarmes patrouiller dans les allées du marché, munis de fusils d'assaut, vérifiant qu'il n'y avait pas de guitaristes, de sonneurs ou de chanteurs-chanteuses de kan a diskana.

« Votre présence ici est une première victoire »

Le lendemain matin, Matthieu recevait un appel de la brigade de recherches de Châteaulin au cours duquel une adjudante lui signifiait



sa convocation. Très rapidement les soutiens ont afflué, tout d'abord, son propre parti le NPA, le maire de Carhaix, le PCF, WAR SAV (gauche indépendantiste), les Insoumis du Poher, l'UDB, et une grande partie de la population, non dupe de la manœuvre. Entre-temps, Anticor, s'étant pourvu en cassation dans l'affaire

Ferrand-Mutuelles de Bretagne, la convocation était reportée, pour au final ne plus rien à voir avec la tentative d'incendie, tout en ne connaissant pas le nouveau motif. C'est ainsi que Matthieu a commencé son intervention : « Votre présence ici est une première victoire. Finalement je ne suis plus convoqué aujourd'hui, dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'incendie de la résidence secondaire de Richard Ferrand, acte que j'avais condamné à l'époque ». Il a ensuite appelé une série d'intimidations : visite de la gendarmerie dans son restaurant, lettre menaçante du préfet suite à une interpellation, par Matthieu, de

Ferrand le 11 décembre, à propos des pertes de revenus en raison de la pandémie. Tous les intervenants (Matthieu, Pierre-Yves Thomas pour le PCF et Christian Troadec, maire de Carhaix) ont souligné le caractère intimidant de cette convocation, ainsi que le lien plus qu'évident entre pouvoir politique, policier et pouvoir d'État. Matthieu a clôturé le rassemblement par ces mots : « Une telle mobilisation fait chaud au cœur, et j'espère que nous serons le double le jour où je recevrai la vraie convocation ».

Correspondants

1 – Nous nous sommes entretenus avec Matthieu Guillemot dans *L'Anticapitaliste* n°563.

USINE CEREXAGRI (33) SalariéEs en colère contre le mépris patronal

Depuis plus de deux semaines, les ouvriers de l'usine Cerexagri (35 employéEs au total) se sont mis en grève totale, stoppant ainsi la fabrication de produits phytosanitaires.

Pour mieux se faire entendre, ils se sont installés devant avec stand, tables, banderoles et se sont mis à fonctionner 24 heures sur 24, collectivement, pour manger, dormir et bien sûr pour communiquer avec les soutiens qui passent. C'est avec colère qu'ils se sont lancés dans une lutte déterminée. Ras-le-bol du mépris permanent de leur patron, un groupe indien (UPL) qui possède aussi deux autres sites en France, à Marseille et à Moux (40), où les salariéEs sont aussi mobilisés actuellement pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires.

Exploitation et mépris

Mais il n'est pas seulement question d'augmentation de salaires ou de primes. Une fois que la colère s'exprime, c'est tout ce qui ne va pas qui ressort. Les conditions de travail sont déplorables. Comme souvent dans les usines chimiques, classées Seveso, la sécurité des sites est réglementée, officiellement assez strictement. Sauf que pour la santé des salariéEs, c'est loin d'être une garantie de protection. Les produits sont dangereux et posent des gros soucis au quotidien : maux de tête, fatigue, brûlures... Ce qui ne semble pas vraiment préoccuper ni l'inspection du travail (débordée, sans moyen pour contrôler les abus patronaux?) ni la médecine du travail (manque de moyens et résignation?). Les ouvriers se sentent abandonnés par les pouvoirs publics. Ils protestent depuis longtemps au travers du CHSCT, lancent des alertes, mais rien ne change. S'ajoute la violence patronale « classique » avec des méthodes de gestion du personnel qui reposent sur l'intimidation, les pressions diverses, l'abus d'intérimaires pour diviser, fragiliser, précariser et ainsi faire taire toute contestation. Ce sont ces conditions difficiles que vivent les salariéEs dans tous les secteurs d'activité, des conditions qui écrasent et poussent à subir, rendant compliquée toute résistance collective... habituellement.

Combat et solidarités

Mais parfois il y a le déclic, le sursaut pour dire stop, pour refuser la surexploitation, la confiance qui revient, le sentiment de légitimité pour revendiquer le respect, la dignité de touTEs, pour exiger un partage des richesses, dénonçant les profits pour les actionnaires, les gros salaires pour les dirigeants à côté des salaires injustes, autour de 1500 euros, pour des ouvriers en 5 x 8 et victimes de travaux pénibles et dangereux pour la santé. Ils recherchent la solidarité autour d'eux, ayant bien compris que pour changer la donne, pour faire du bruit, il faut aller chercher le contact et l'appui d'autres salariéEs dans les entreprises autour. Pour le moment le grand patron ne réagit pas, promet une visite plus tard, comptant sans doute sur l'usure et la démoralisation. Mais les grévistes et leurs familles, encouragés par la solidarité qu'ils et elles reçoivent, trouvent la force de continuer et de prévoir des actions. À ce jour, il leur est impossible de lâcher le combat, espérant aller au bout, c'est-à-dire faire reculer leur patron.

Philippe Poutou

que le gouvernement a fini par fermer, avec des injonctions irréalisables pour les profs et les élèves.

Augmentation des inégalités: peut-on vraiment donner cours à distance?

Après avoir expliqué en mars 2020 que le distanciel était l'avenir et que finalement les profs n'étaient pas si utiles que ça aux apprentissages, les inégalités sociales face au numérique ont été largement invoquées pour éviter de fermer les écoles. Les syndicats ont d'ailleurs largement emboîté le pas au gouvernement sur ce terrain, tant et si bien qu'aucun syndicat n'a réclamé la fermeture temporaire des écoles (pas même dans le 93), alors que les collègues sur le terrain, en droit de retrait, la réclamaient.



En réalité, personne ne pense que cette fermeture des écoles pourrait être bénéfique, mais face à la catastrophe sanitaire, elle est le seul recours. La

fermeture sera effectivement productive d'augmentation des inégalités, comme cela a été le cas au premier confinement. Mais il faut quand même discuter plusieurs éléments. L'école est un outil de sélection, elle est donc dans sa forme actuelle forcément porteuse d'inégalités. C'est donc bien ce type d'école que nous devons combattre. Pour réduire ces inégalités, il faudrait massivement investir dans l'école, donner des moyens réels à l'éducation et aux REP en particulier, embaucher (et donc créer des postes aux concours) et titulariser l'ensemble des personnels, en particulier les plus précaires. Soit l'exact contraire de la politique menée par Jean-Michel Blanquer.

Face à cette situation, il ne s'agit pas de rejeter en bloc l'enseignement à distance. Maintenir le lien social avec les élèves ou

même maintenir des formes d'apprentissage est nécessaire, car on connaît justement le coût de cette situation sur elles et eux. Cependant, nous devons aussi avoir une véritable réflexion sur des apprentissages qui soient déconnectés de tout enjeu d'évaluation, remettre le programme des prochaines années en question, réclamer la validation automatique des examens et refuser tout type de sélection.

En finir avec Blanquer

Mardi 6 avril au matin, comme c'était prévisible, les outils numériques n'étaient pas prêts pour tenir le choc de la mise en travail à distance. L'ENT d'Île-de-France a ainsi complètement planté pendant toute la première journée. Face à ce constat d'échec, le ministre de l'Éducation nationale a multiplié les défenses bidon,

comme lors du premier confinement : le problème vient d'attaques étrangères, de l'incendie d'OVH, des conseils régionaux ou départementaux, mais en tout cas certainement pas de l'éducation nationale. Cela pourrait presque ressembler à une blague si la situation n'était pas si grave au point de vue tant sanitaire que social, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire, qui coïncident avec les taux d'incidence élevés (comme en Seine-Saint-Denis).

Le mot d'ordre de « Blanquer démission » circule largement chez les profs et les personnels de l'éducation, et il faut maintenant le reprendre largement en commençant par mener cette bataille dans les syndicats, dans les AG dès la rentrée, en refusant tout type de retour à la normale.

Mimosa Effe

Il y a 150 ans

La Commune, hier et aujourd'hui : récits militants

Que reste-t-il aujourd'hui de la Commune de Paris ? Y a-t-il une actualité de la Commune dans nos luttes ? Ce sont les questions que nous avons posées à des militantEs que nous avons rencontrés lors des dernières mobilisations contre la loi sécurité globale et, plus largement, contre la politique néolibérale du gouvernement Macron.

Nous, les enfants de la Commune

Pour les militants politiques de notre courant, la Commune de Paris constitue une démonstration puissante des capacités critiques et d'auto-organisation de notre camp social :

« La Commune c'est une expérience qui montre que quand les gens sont accablés par la situation, quand leurs conditions de vie se dégradent et ils comprennent que le pouvoir en face ne fait rien pour eux et que, au contraire, il suit ses propres intérêts, les gens s'organisent, se soulèvent et trouvent un moyen de mener un combat... »

La Commune me fait penser aux gens qu'on avait rencontrés pendant la mobilisation des Gilets jaunes et pendant les dernières petites grèves comme celle de la réforme des retraites. Ces militantEs se reconnaissent dans cette mémoire-là, ils ont l'impression qu'ils ont raison, que c'est leur histoire, ce sont des enfants de la Commune de Paris.

La question qui se pose est comment on refait une Commune aujourd'hui ?

La situation à l'époque était quand même très différente, la classe ouvrière n'était pas organisée de la même façon, aujourd'hui on est dans une situation de pandémie... Malgré ces différences,

Il y a 150 ans, la ville de Paris a été le théâtre d'un événement marquant un tournant historique. Selon Karl Marx, l'un de ses analystes les plus influents, la Commune constitue « la forme politique enfin trouvée » de l'émancipation de la classe ouvrière. Commencant avec un élan patriotique, cette mobilisation populaire inédite a en effet éclaté pour défendre la poursuite de la guerre contre la Prusse, la Commune de Paris constitue encore aujourd'hui le socle pour l'élaboration de formes d'auto-organisation populaire.

si on part du printemps arabe, la décennie qui vient de s'achever a été pleine de mobilisations internationales, des femmes en Argentine et en Pologne mais aussi des travailleurs au Soudan ; il y a eu le Hirak en Algérie l'année dernière, les Gilets jaunes, la Biélorussie, la Russie. Tout ça semble s'accélérer progressivement et donc on se dit qu'il y a la possibilité que tout ça à un moment décanse... Un parti révolutionnaire devrait justement permettre à ces mouvements d'aller le plus loin possible... » (Chloé, NPA)

L'insurrection comme droit et devoir du peuple

Humiliée par la défaite, éprouvée par le siège, la ville de Paris assiste impuissante au défilé des Champs-Élysées célébrant la victoire des Prussiens. Cela déclenche une rage qui se répand dans les quartiers populaires de Montmartre, de Belleville et de la Villette. Replié sur Versailles, le gouvernement de Thiers décide de retirer les armes aux ParisienEs. La réaction de la ville doit aussi être insérée dans le contexte de l'époque où la Garde nationale était devenue un gagne-pain ainsi qu'une instance centrale dans la vie de la communauté. La tentative de désarmement des citoyenEs parisiens a probablement aussi été vécue comme le prélude à un coup d'État monarchiste. C'est alors que le peuple déclare, par l'insurrection, son droit à prendre en mains ses affaires et sa volonté d'instaurer un



gouvernement autonome de Paris.

Célébration d'une démocratie radicale, l'expérience de la Commune permet donc de penser et questionner la violence d'État et y opposer une symbolique forte ainsi que des répertoires d'action adaptés.

« Je disais comme une plaisanterie tout à l'heure que les policiers nous empêchaient d'arriver au rond-point de la rue des Postes, on disait avec une camarade "On dirait qu'il y a un trésor au milieu". "Mais non", j'ai dit, "ils ne veulent pas qu'on occupe le rond-point". Ce qui me fait penser à cette histoire importante. J'ai récemment écouté un documentaire sur la Commune où on rappelait que les communards de Paris ne sont pas rentrés dans la Banque de France, ils n'ont pas pris les lingots, du coup ceux-ci sont partis, ils ont été mis en sécurité par le gouvernement de Thiers, dans des petites caisses où il y avait marqué "Attention explosif!" »

Ils n'ont pas voulu piller la Banque de France par légalisme car ils disaient, "On est Républicains, nous, on ne pille pas". Oui mais les autres l'ont fait... C'est quoi la violence au final ? Casser une grille ? Forcer une porte ?

C'est vrai qu'il faut réfléchir, il faut qu'il y ait une bonne raison pour le faire ; comme pour ceux qui ont pris la Bastille, il paraît qu'il n'y avait presque plus de prisonniers là-dedans mais c'était le symbole d'une grosse oppression. Si aujourd'hui on rentrait dans la préfecture de force pour exiger qu'ils donnent des papiers aux sans-papiers, cet acte pour moi aurait un sens. Comme pour ceux qui ont coupé des champs de maïs OGM en disant "On a une vraie raison car nous, les autres paysans, on va recevoir ces grains-là et ils vont nous contaminer". Ces gens n'ont pas eu de condamnation car il s'agissait d'une légitime défense. Bien sûr il y a une grande différence entre forcer des portes, couper du maïs et tuer des gens ; on met tout sous le terme de violence mais

il faut réfléchir à ce que ça veut dire... il faudrait parfois qu'on arrête d'hésiter, se dire qu'il faut forcer le cours de l'histoire. » (un militant d'Attac)

Vers une citoyenneté radicale

L'une des premières actions entreprises par les communards a été l'organisation des élections dans le cadre desquelles les électeurs ont plébiscité les listes soutenues par le Comité central des 20 arrondissements (né au début du siège de la ville) ou par l'Internationale. Les 66 membres de la Commune (sans compter les 19 modérés ayant renoncé) constituaient donc un organisme révolutionnaire élu démocratiquement ! Dès le 15 septembre, l'Affiche rouge, rédigée par le Comité central des 20 arrondissements, envisageait une transformation du système politique, économique et social avec l'abolition de la police et de la bureaucratie, l'élection de tous les fonctionnaires, l'expropriation de toutes les denrées alimentaires, un rationnement égalitaire, la distribution des armes et la mobilisation de toute la population. « Les gens en ont marre, pendant la Commune c'était la même chose... Le président aujourd'hui il se fout de notre gueule, il est incompetent et il doit partir, c'est tout... »

En plus, il a la haine des gens en les traitant d'alcooliques, de gueux, de Gilets jaunes ; il a la haine c'est ça qui est le pire... et ça il va le payer cher... Il méprise les gens et il n'a pas encore compris que c'est fini pour lui. Je ne sais pas si jamais j'ai une chance plus tard je pense que je vais me tirer d'ici. Mais il faudrait vraiment faire barrage à cette classe politique ; il faudrait sanctionner les hommes politiques par les urnes et tout le bazar mais ce qui est d'hommage est qu'il y a parfois des gens qui se présentent sans étiquette et les électeurs qui disent en avoir marre des hommes politiques ils votent au final toujours pour eux, je ne comprends pas ça... Pour les Gilets jaunes, le RIC et

la révocabilité des élus sont des revendications importantes, il y aurait beaucoup plus de liberté avec le recours aux référendums mais après il faut qu'ils respectent cette liberté, parce qu'il y a eu des référendums, comme celui sur le traité de Lisbonne où, au final, ils ont ignoré le Non et voté Oui au Parlement... En fait le référendum il faut que ça aille dans leur sens... sinon ils ne vont pas prendre en compte l'opinion des citoyens. » (Vincent, Gilet jaune)

La Commune : une classe en mouvement ?

La proclamation de la Commune a aussi été interprétée comme une revanche des quartiers ouvriers et un acte de réappropriation de la ville, ce qui n'est pas sans rappeler l'occupation inhabituelle des beaux quartiers parisiens lors des premiers actes des Gilets jaunes en 2018. Ceux-ci ont été également l'occasion de mettre à jour un certain nombre de débats concernant la justice sociale et démocratique, les formes de délégation et le rapport du citoyen aux institutions. « Je crois qu'il y a une actualité de la Commune, la population aujourd'hui est en train de s'exprimer contre un gouvernement qui décide, évidemment différemment par rapport au gouvernement de Thiers, mais qui décide de façon unilatérale. Dans la Commune comme ici, même si c'est plus minoritaire, il y a une volonté des gens de prendre en main leur lutte, leur combat, de ce point de vue je trouve qu'il y a des points communs avec la Commune. »

Ily a aussi l'aspect de la démocratie directe, de la prise en charge des mobilisations. Dans le cadre de la Commune, cela est évident, mais il l'est tout autant dans le cas des ZAD. Lorsqu'on regarde ce qui s'est passé pendant la Commune de 1871, on remarque qu'il y avait beaucoup d'ouvriers mais aussi des petits boutiquiers, des petits magasins, des artisans. D'une certaine manière, au début du mouvement des Gilets jaunes, ça dépassait largement les couches sociales habituelles du

syndicalisme ouvrier. Il y a donc aussi des points de ressemblance et des leçons à tirer parce que sans doute, dans le mouvement ouvrier, on avait une manière peut-être de ne pas prendre en compte des couches sociales qui subissent d'une manière très difficile la crise et puis l'austérité. » (Corrado, Ligue des droits de l'homme)

Socialisation des richesses et auto-organisation

Pour les communards, la poursuite de la guerre était associée à l'émergence d'une République démocratique et sociale longtemps attendue. L'égalité des conditions sociales et économiques était considérée un préalable pour l'exercice et la réalisation de la démocratie. Les formes horizontales d'organisation politique (commissions, révocabilité des élus, assemblées de quartier, clubs...) accompagnaient les mesures d'annulation des dettes pour les foyers pauvres et les actions visant à reprendre en main l'économie et les ateliers. « Je crois que les mêmes choses se posent aujourd'hui, si nous pensons au système de la sécurité sociale, par exemple, c'est une façon de socialiser les richesses et de socialiser le travail ; ces aspects organisationnels se posaient également à l'époque de la Commune de Paris et aujourd'hui on voit que cet héritage est en danger. » (Julien, Sud Santé)

« Un autre aspect important concerne la question de l'auto-organisation. Quand on regarde aujourd'hui les pratiques d'occupation des théâtres de la part des travailleurEs de la culture, on se rend compte qu'il y a une recherche et une expérimentation de formes de prise de décision, de débat et d'organisation démocratique ; ils se structurent en assemblées, ils se réunissent en commissions pour essayer de reprendre en main leurs lieux et leur outil de travail précisément comme à l'époque de la Commune. Au-delà de la contestation de la réforme du chômage, le monde de la culture revendique aussi le droit à proposer des solutions et à se réinventer dans le contexte actuel. Comme dans d'autres secteurs, ces travailleurEs n'ont aucun rôle dans le système de prises de décision et dans la recherche d'alternatives pour faire face à la crise sanitaire. » (Victoria, Sud Santé)

La Commune n'a pas une seule signification, elle ne correspond pas à un seul courant politique ni d'ailleurs à un seul programme. Alors, comme aujourd'hui, elle cristallise des mouvements et des aspirations libertaires, communistes, démocratiques, républicaines, socialistes, révolutionnaires. Mais si nous ramenons cet épisode de notre histoire à l'essentiel, nous pouvons écouter ce même cri pour l'affirmation du droit du peuple à s'auto-gouverner. **Propos recueillis par Héléne Marra**

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMITÉ CENTRAL

ÉLECTIONS A LA COMMUNE

CITOYENS,

Notre mission est terminée ; nous allons céder la place dans votre Hôtel-de-Ville à vos nouveaux élus, à vos mandataires réguliers. Aidés par votre patriotisme et votre dévouement, nous avons pu mener à bonne fin l'œuvre difficile entreprise en votre nom. Merci de votre concours persévérant ; la solidarité n'est plus un vain mot : le salut de la République est assuré.

Si nos conseils peuvent avoir quelque poids dans vos résolutions, permettez à vos plus zélés serviteurs de vous faire connaître, avant le scrutin, ce qu'ils attendent du vote aujourd'hui.

CITOYENS,

Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux.

Définissez-vous autant des ambitieux que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt et finissent toujours par se considérer comme indispensables.

Définissez-vous également des parleurs, incapables de passer à l'action ; ils sacrifieront tout à un discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. — Évitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du Peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. — Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages ; le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

Nous sommes convaincus que, si vous tenez compte de ces observations, vous aurez enfin inauguré la véritable représentation populaire, vous aurez trouvé des mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres.

Hôtel-de-Ville, 25 mars 1871.

Le Comité central de la Garde nationale :

AYOUB B., AM ARNAUD, G. ARCELLO, AMI ANDRIENNE, BOUET, J. BOUHERET, BARRER, BAUDOU, BELLEFAY, L. BOUSSE, BLANCHET, CASTRONI, CHIFFOLEAU, C. DUPONT, FABRE, FERRAT, FADRY, FICHERET, C. GAUCHER, GORIER, H. GÉRONDE, GIBELIER, GONCAREL, J. JONIN, P. JACQUES, J. JAVARRET, HENRY (Pierre), M. LEBLANC, Édouard MOREAU, MORTIER, PRUD'HOMME, ROUSSEAU, RUYVIER, VAULIN.

Bande dessinée

La Bombe, d'Alcante, Bollée et Rodier

Éditions Gléna, 472 pages, 39 euros.

C'est un bel objet, une énorme bande dessinée, parue l'été dernier, avec plus de 450 pages de dessins, en noir et blanc, très beaux, très expressifs. À l'œuvre, ils sont deux scénaristes, dont l'un à l'origine du livre, qui y pensait depuis longtemps, et un dessinateur.

Voilà donc un trio aidé d'une équipe nécessairement plus large pour raconter avec précision une histoire terrible, celle de la bombe atomique, celle qui va fracasser des centaines de milliers de vies. Une histoire racontée par l'atome d'uranium lui-même, qui a su attendre des milliards d'années pour faire parler de lui.

Histoire du « projet Manhattan »

Ça commence en mars 1933, avec un personnage qui est un des principaux, un scientifique hongrois, le professeur Leo Szilard. Il est juif, il a fui l'antisémitisme de la Hongrie en 1919, et de même l'Allemagne en 1933. À partir de là, on va passer dans plusieurs pays, d'un continent à l'autre, en Europe, en Amérique, en Asie, durant ces années de fascisme et de marche à la guerre. Ainsi on va rencontrer de nombreux personnages, historiques ou imaginés, des dirigeants politiques, des militaires, des scientifiques, des travailleursEs...

C'est dans cette ambiance que plusieurs physiciens de divers pays se retrouvent aux USA, sous l'autorité du pouvoir politique et militaire des États-Unis, pour travailler sur le « projet Manhattan », qui a pour objectif de mettre au point une arme puissante pour vaincre Hitler et ses alliés. Il se trouve que partout, en Allemagne, en Russie notamment, d'autres équipes travaillent sur le même objectif car les connaissances sur l'atome et son énergie considérable sont en pleine évolution.

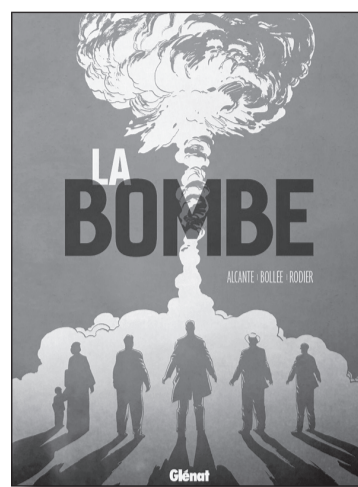
Au fil des pages, nous en apprenons beaucoup sur les aspects scientifiques de la fission nucléaire, sur les galères des chercheurs, sur leurs certitudes puis sur leurs doutes et leurs craintes concernant la légitimité du projet, sur les pressions et le cynisme des militaires US. Mais aussi

sur les essais, sur la bombe, sur les individus qui sont utilisés à leur insu pour étudier les effets du plutonium dans le corps, on voit les risques pris, sans connaître les connaissances de leurs décisions, on voit les secrets entretenus pour mener à bien le projet de la bombe. Des scientifiques vont coopérer jusqu'au bout mais d'autres vont finir par s'y opposer, conscients de l'énorme danger et des conséquences dramatiques sur l'humanité.

Un travail de mémoire utile et efficace

Au fil des chapitres et des années, on sait bien comment ça va finir, on

sait que deux bombes exploseront à Hiroshima et Nagasaki, que ce sera un massacre incroyable, en quelques secondes. On sait et pourtant, c'est raconté avec suspens, on craint le pire mais on espère que ça n'ira pas jusqu'au bout, pas une deuxième fois, ce n'est pas possible. C'est très bien raconté, c'est très humain, on s'attache aux personnages, pas à tous évidemment, Les scènes dans les quartiers de Hiroshima, quelques jours, quelques heures avant l'explosion, sont très émouvantes. Les préoccupations, les espoirs, les inquiétudes, les problèmes posés, tout est très bien raconté. Évidemment la fin est



terrible, le 6 août 1945 a bien lieu. Au total, un super livre, impressionnant et forcément pacifiste, antimilitariste, humaniste. Un gros travail de mémoire utile et très efficace. **Philippe Poutou**

Jazz

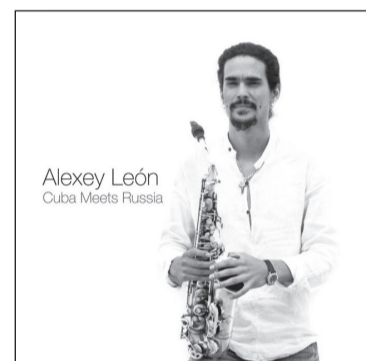
Cuba meets Russia, d'Alexey León

Sedejazz Records. À écouter en streaming sur Apple, Deezer, etc.

Le trompettiste Chet Baker (décédé en 1988) n'a jamais joué à Moscou mais son jazz y a influencé nombre de musiciens, notamment la « colonie » latino-américaine. Alexey León Reys est un héritier de cette école et son album *Cuba Meets Russia*, passé relativement inaperçu en France, a été multi-récompensé en Espagne. Une découverte qui réchauffe en ces temps de confinement.

De Cuba à Valencia en passant par Moscou

Alexey León est un saxophoniste, pianiste, flûtiste et chanteur né à Manzanillo, à Cuba, dans une famille russe. Il a commencé à jouer de la flûte et du piano à Cuba, terminé sa formation à Moscou, à l'académie musicale de Gnesin. En 2012, il a participé au quintette et au « big band » de Herbie Hancock lors de la première Journée internationale de Jazz à Moscou. Titulaire en 2013 d'une bourse de l'université de Valencia pour étudier la composition avec des maîtres du jazz (Victor Mendoza), il est très actif sur la scène où il a reçu le prix du meilleur soliste



(2015), le prix du meilleur quintette à Malaga (2016) et participé à de multiples enregistrements pour Eddie Gomez, Danilo Perez, Voro Garcia et bien d'autres. En novembre 2017, il a remporté le prix du meilleur soliste au prestigieux concours de jeunes jazzistes Jo Jazz à La Havane. Il vit en Espagne et enseigne à Valencia.

Une fusion jazz en mouvement

Alexey considère sa musique comme « la manifestation d'un amour qui vient d'une variété de facettes importantes de ma vie – des personnes, des lieux, de la musique et des expériences existentielles qui m'ont marqué et enflammé ».

Chacune des huit compositions de cet album est donc une histoire influencée par la recherche de l'identité profonde du musicien tandis que d'autres sont des hommages à ceux qui l'ont influencé à l'instar de Chet Baker. Accompagné par les musiciens de son école, il fusionne toutes les influences, réchauffe l'école russe à l'aide de congas, improvise pour trouver un son contemporain et original. Toutes les interactions musicales et même la présence d'un orchestre à cordes (Valencia Conservatory String Quartet) pour « Lidia » ne peuvent voiler le son cubain. Quand il reprend le classique « Como fue » de Benny Moré c'est toute l'île qui résonne dans nos oreilles. Le tromboniste Toni Belenguer (ex-musicien de Michael Breker), qui accompagne Alexey depuis ses débuts en Espagne, est décédé brusquement en septembre 2020. C'est une raison de plus pour partager ce *Cuba Meets Russia* puis d'enchaîner avec le *Okudzhava for my mother*¹ gravé juste avant la mort du tromboniste.

Sylvain Chardon

1 – *Okudzhava for my mother* est disponible en streaming.

Essai

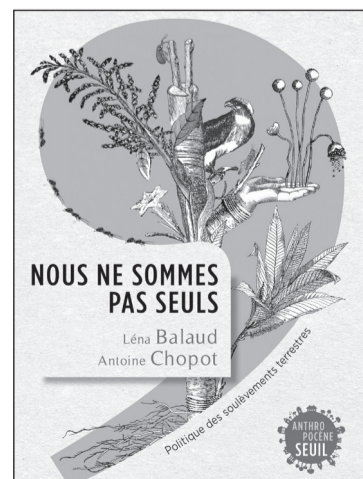
Nous ne sommes pas seuls, de Léna Balaud et Antoine Chopot

Seuil, Anthropocène, 432 pages. 21,50 euros.

Dans cet ouvrage très dense, l'auteur et l'auteure nous emmènent vers de nouveaux horizons... Il ne s'agit pas tant de brandir une nouvelle stratégie globale que de proposer « un traité d'écologie sur ce à quoi il faut être sensible dans la construction de notre politique ».

« Agir avec la nature pour contrer ceux qui l'effondrent »

Cela suppose de bouleverser une pensée politique, encore trop prégnante, qui fait de la nature l'environnement extérieur de la société, de rompre avec cette forme de dualisme et d'admettre l'agentivité (capacité à agir) des non-humains. Cela conduit à redéfinir le capitalisme, qui plutôt que se



résumer à un système économique serait « une certaine écologie des relations de travail entre humains

et non-humains », l'exploitation ne se réduisant pas à celle des humains.

« Des réseaux d'actes politiques interspécifiques »

L'enjeu serait alors d'identifier quelles « nouvelles camaraderies » il serait possible de nouer avec des non-humains, quelles résistances partager, quelles alliances « plus qu'humaines » nouer dès lors que les autres sont des non-humains, quelle communauté politique élaborer... Tout cela sans renoncer à aucun moment à l'exigence de l'égalité sociale entre les humains, sans abdiquer la nécessité de la lutte des classes – ici redéfinies comme géoclasses – et sans verser dans la pensée magique qui

permettrait aux humains de renoncer à être « les seuls responsables d'un choix concerté de cibles et de stratégies contre les causes du ravage ».

Une invitation au débat

Marqué par les références de l'autonomie politique, ce livre est, de prime abord, assez déconcertant, mais il aborde nombre de questions que nous nous posons. Au fil des pages, l'ouvrage étant structuré de façon progressive et pédagogique, si l'on fait preuve d'humilité, la mobilisation de nos références écosocialistes nous le rend abordable. Nous pourrions même le considérer comme une invitation au débat!

Vincent Gibelin

Jazz

Intraitable, de Choi Kyu-Sok

Trois tomes déjà parus chez Rue de l'échiquier.

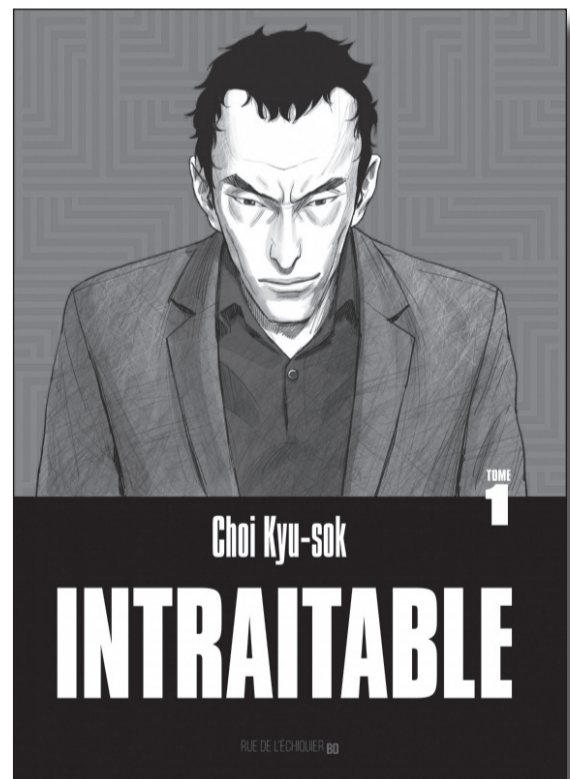
Un géant de la grande distribution, « Fourmis » – dont on peut penser qu'il s'agit de Carrefour, s'est implanté en Corée du Sud. C'est en effet, pour le grand et brutal patron français, un paradis de main-d'œuvre docile et exploitée, de nombreux hommes et femmes éduqués au travail collectif, « à dégraisser » dès qu'ils et elles seront inutiles pour ses profits... Sauf que des militantEs vont l'affronter.

Combats militants

En trois tomes (bientôt quatre) magnifiquement illustrés en noir et blanc, on suit les combats de deux militants atypiques, « intraitables » : un ex-militaire devenu responsable d'un cabinet de droit du travail, et un jeune cadre de l'entreprise. Ils sont venus à la lutte par des chemins bien différents. Le premier, bourreau de travail hanté par son passé de discipline, a jeté toute sa révolte dans son métier d'avocat du travail. Le deuxième se débat dans la situation inconfortable de responsable d'une boîte dont il combat la politique. Ils seront amenés à se rejoindre et à se battre ensemble pour, à travers des expériences diverses dont beaucoup de revers et quelques succès, gagner la confiance des employéEs dont les plus exploitéEs et les plus déterminéEs, les femmes et les jeunes, arriver à structurer et renforcer un groupe qui résiste, écrit sa feuille d'entreprises, construit peu à peu son syndicat indépendant des bureaucraties corrompues.

Dans un pays qui se dit « du monde libre », à la pointe du progrès technologique, mais où les ouvrierEs doivent s'organiser pour toucher leur paye, où l'action collective mène vite au tribunal puis au commissariat et en prison, les petites victoires du groupe militant qui se forme sont autant d'étendards sur le chemin sinueux et interminable de l'émancipation.

Mónica Casanova



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

ALBANIE « Elton Debreshi se présente pour porter la cause des mineurs et de tous les travailleurs au Parlement »

Entretien. Le 20 janvier dernier, l'Union syndicale des mineurs de Bulqiza, ville minière du nord-est albanais, annonçait la candidature indépendante du représentant syndical et travailleur des mines Elton Debreshi, aux élections parlementaires du 25 avril prochain. Cette candidature est soutenue par l'Organisation politique (OP, gauche radicale). Nous avons rencontré **Stela**, une camarade albanaise.

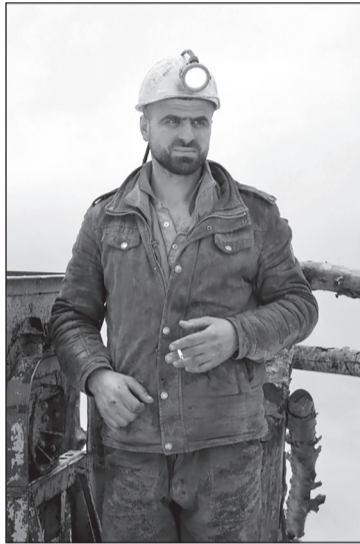
Peux-tu nous parler de ce qui s'est passé en Albanie depuis la chute du régime d'Enver Hodja ?

L'Albanie a été le dernier bastion des régimes staliniens de l'ex-bloc de l'Est. En 1990, elle passe d'un système totalitaire à un système néolibéral extrême, un modèle de restructuration capitaliste à suivre, selon le FMI. Ces trente dernières années ont été marquées par la désindustrialisation, la privatisation massive du secteur de la production et des services publics (éducation, santé, transport) et l'accaparement des ressources naturelles et espaces publics par un groupe d'oligarques soutenus par la vieille classe politique corrompue. Le chômage de masse a provoqué l'exil massif de la population vers les pays voisins, Grèce et Italie. L'hémorragie de la force de travail n'a fait que s'amplifier pendant les deux dernières décennies. Environ 600 000 Albanais et Albanaises ont quitté le pays entre 2011 et 2021.

Peux-tu nous décrire la situation politique et sociale ?

Depuis la chute du régime, la scène politique est occupée par trois grands partis, le Parti socialiste et le Parti démocrate – héritiers de l'ancien régime – et le Mouvement socialiste pour l'intégration (MSI), une scission du PS qui joue l'arbitre et fait des alliances selon les circonstances. Ces partis ne représentent que les intérêts de l'oligarchie. Sans différence idéologique, leurs programmes respectifs rivalisent sur la façon de baisser davantage les impôts des plus riches. Mais le creusement des inégalités et des contradictions sociales ont provoqué une crise de légitimité profonde du système politique actuel.

En témoignent les mobilisations successives depuis 2012 dans différents secteurs de la société (enseignement supérieur, industrie minière et pétrolière, mobilisations citoyennes pour la défense des biens communs). En 2012, la proposition d'une réforme visant à privatiser l'éducation publique a provoqué une vague de mobilisations étudiantes qui ont atteint leur apogée en décembre 2018. 15 000 étudiantEs se sont mobilisés pendant plusieurs semaines. Les revendications d'origine ont laissé la place à des demandes plus radicales : gratuité de l'éducation, plus de pouvoir décisionnel aux étudiantEs, destitution des professeurs corrompus, etc. Les dernières années ont été aussi marquées par des mobilisations et des grèves importantes dans le secteur du pétrole et du chrome, des mouvements citoyens pour la défense des espaces et biens publics et contre la spéculation foncière. Tout récemment, la mort d'un jeune de banlieue tué par la police, en décembre 2020, a provoqué une explosion de colère avec de nombreuses manifestations violentes qui demandaient



DR

justice. Malgré les persécutions, des luttes ont été menées et gagnées. Ces mobilisations ont réussi à briser le discours hégémonique du pouvoir en place et à construire des liens de solidarité entre différents corps sociaux. L'enjeu principal est désormais l'organisation structurée de ces secteurs en lutte. De nouveaux syndicats indépendants ont émergé ces dernières années (dans les centres d'appel, dans le secteur pétrolier et plus récemment dans le secteur du textile) dont le Syndicat indépendant des mineurs de Bulqiza a été le précurseur. Ces syndicats autonomes dessinent un nouveau potentiel d'organisation indépendante de la classe ouvrière albanaise.

Peux-tu nous parler de l'Organisation politique ?

L'OP a été créée en 2011, suite à une mobilisation contre une affaire de corruption du gouvernement où quatre manifestants ont été tués par la police. Il y a eu un fort sentiment d'injustice et d'urgence à s'organiser politiquement contre la déferlante autoritaire et néolibérale. L'implantation première de l'OP a été dans les universités mais très vite elle a su nouer des liens avec les travailleurEs en lutte de différents secteurs. Sa priorité est le soutien à l'organisation indépendante des travailleurEs, des groupes sociaux marginalisés, et la convergence de ces différentes luttes. Malgré son jeune âge, l'OP a fait preuve d'un fort potentiel de mobilisation. Idéologiquement elle se revendique d'une gauche radicale. Ses moyens de communication ont un site internet, une revue politique en ligne, ainsi que des émissions hebdomadaires sur l'actualité politique et des luttes sociales.

Peux-tu nous dire comment la candidature d'Elton Debreshi constitue un événement en Albanie ?

La candidature d'Elton émerge d'un long combat collectif pour la justice et la dignité des travailleurEs les plus exploités en Albanie, les mineurs. Après avoir tenu tête à l'homme le plus riche d'Albanie – le milliardaire Samir Mane, gérant

de plusieurs mines de chrome, raffineries, centres commerciaux – en créant un nouveau syndicat indépendant, ces travailleurEs ont décidé de défier la vieille classe politique corrompue, en présentant un candidat aux élections législatives. Elton Debreshi se présente pour porter la cause des mineurs et de tous les travailleurEs au Parlement, et rendre justice à une région dont les richesses ont été pillées pendant trente ans.

Comment le programme présenté par l'Union syndicale des mineurs de Bulqiza et Elton Debreshi tranche avec celui des partis politiques institutionnels ?

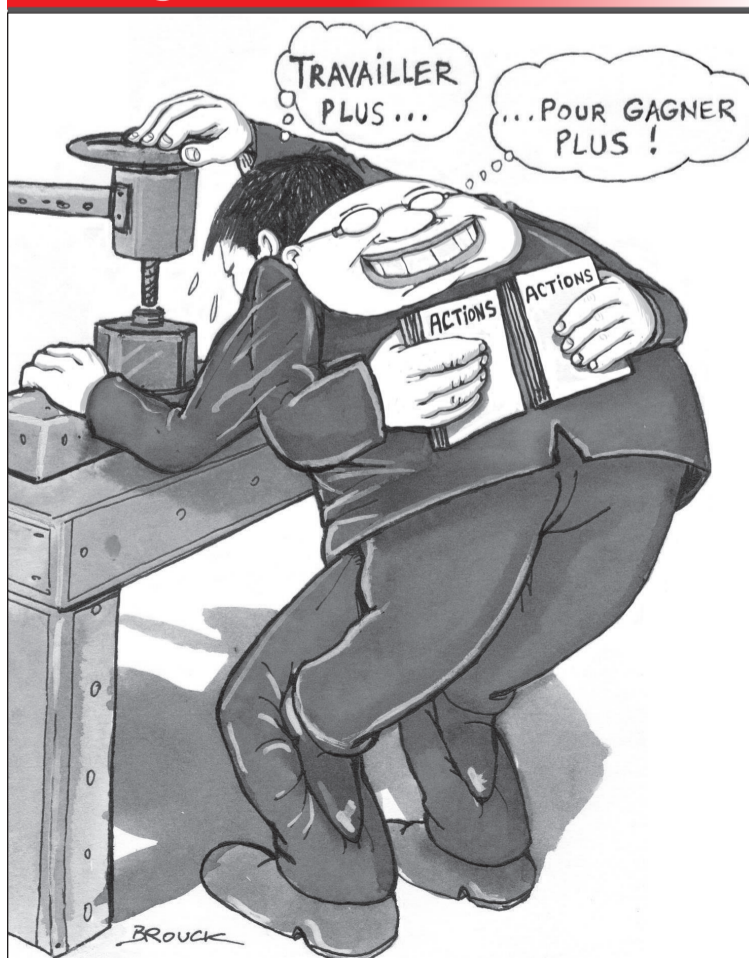
Les droits des mineurs mais aussi des autres travailleurEs, la protection des services publics et des richesses naturelles sont au cœur du programme proposé par Elton Debreshi. Il se bat notamment pour : la reconnaissance légale d'un statut des mineurs, l'augmentation de 235% des salaires de mineurs, trop bas actuellement, l'augmentation de droits au départ à la retraite à 55 ans. Elton parle aussi pour tous les travailleurEs et paysanEs avec des revendications telles que : garantie des conventions collectives mais aussi les droits individuels des travailleurs et travailleuses, protection des droits sociaux et des droits syndicaux, un meilleur accès aux soins, gratuité, développement d'un système de sécurité sociale, respect sans augmentation de la durée du travail et plein emploi, création d'un revenu minimum.

En ce qui concerne les besoins locaux, le programme prévoit des investissements pour le développement des infrastructures routières, la protection des paysanEs, des ressources naturelles, le développement des services publics et transports publics. Il propose d'utiliser la rente minière pour investir dans les services publics.

Dans ce contexte, quel rôle peut jouer la solidarité internationale et par quels moyens peut-elle s'exprimer pour aider cette candidature et campagne électorale ouvrière ?

La lutte des mineurs de Bulqiza a posé les germes de la naissance d'un nouveau syndicalisme ouvrier indépendant en Albanie. Les nouveaux syndicats créés ont un grand potentiel car ils rompent avec toute forme d'organisation ancienne et corrompue. Mais les difficultés qu'ils doivent surmonter sont énormes. Dans ce contexte, la solidarité internationale est indispensable. La candidature d'Elton va dans le même sens, elle défie l'establishment politique et l'idéologie dominante en utilisant les élections, sans s'y ramener, et sans illusions sur leur portée. Contrairement aux vieux partis, financés et soutenus par l'oligarchie et les groupes criminels locaux, la campagne électorale d'Elton est menée avec beaucoup de sacrifices grâce à l'engagement quotidien de ses camarades. Toute forme de soutien international à sa campagne électorale serait d'une grande aide.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE UNE JOURNALISTE ENQUÊTANT SUR L'AGRO-INDUSTRIE EN BRETAGNE.

Des centaines de personnes se sont rassemblées pour soutenir la journaliste et pour défendre la liberté d'informer. « En Bretagne, comme en Amazonie, bientôt des écologistes assassinés », peut-on lire parmi les pancartes. Le maire de Rostrenen, Guillaume Robic et les membres du Syndicat national des journalistes (SNJ), ont exprimé leur indignation à tour de rôle.

Morgan Large exerce son métier en Centre Bretagne depuis près de 30 ans. Elle travaille essentiellement à Radio Kreiz Breizh, mais est aussi journaliste indépendante. En novembre dernier, elle témoigne dans le documentaire « Bretagne : une terre sacrifiée » diffusé sur France 5.

Depuis, les appels anonymes sont incessants. La journaliste est victime d'intimidations, de menaces de mort, de dégradation de biens. La nuit du 17 mars dernier, elle est réveillée par un coup de fil anonyme. Deux semaines plus tard, elle découvre que les roues de sa voiture ont été déboulonnées. « J'ai roulé quatre jours comme ça, avec mes enfants dedans », se désole la journaliste.

En décembre dernier, la clôture du champ de ses deux chevaux a été ouverte et les animaux ont divagué pendant plusieurs heures. Au même moment, les portes des locaux de RKB, le média pour lequel elle travaille, étaient forcées. Un mois plus tard, en janvier, le chien de Morgan Large est empoisonné.

La journaliste se dit usée, fatiguée et c'est bien ce que cherchent les personnes qui s'en prennent à elle. « À ceux qui trouvent que j'abîme la carte postale de la Bretagne, je m'excuse mais je ne m'excuserai pas de faire mon métier. L'information est un bien commun, au même titre que les paysages, l'air, la culture, la musique, les hirondelles qui viennent d'arriver », revendique Morgan Large devant ses soutiens.

La SNJ a annoncé saisir la justice et appelle toute la profession à manifester son soutien à Morgan Large et Radio Kreiz Breizh (RKB). [...]

« Grosse mobilisation en soutien à la journaliste Morgan Large, victime d'intimidations et de malveillance » France Info, 6 avril 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org